

**Lutter avec
les opprimés**

Nicaragua
Salvador

Zimbabwe
Guatemala

DOSSIERS «VIE OUVRIÈRE»

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de rédaction

Denise Gauthier, Carmelle Théberge, Robert Guimond, Raymond Levac,
Guy Ménard, André Beauregard, Jean-Paul St-Germain

Collaboration: Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.)
Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C)
Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Paul-Émile Charland, rédacteur en chef

Lucie Lebœuf, assistante à la rédaction et à la promotion

Secrétariat: Françoise Lapchuk

Abonnement: \$12.00 pour un an; \$22.00 pour deux ans

Éditeur: Revue Vie Ouvrière Inc.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5
Téléphone: (514) 524-3561

Courrier de deuxième classe — Enregistrement no 0220

ISSN 0384-1146

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Indexée dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR)

Imprimerie Notre-Dame, Richelieu, Qué.

ÉDITORIAL

Les chrétiens et les luttes de libération *Paul-Émile Charland* 198

LE NICARAGUA

L'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau
Les évêques du Nicaragua 201

Foi et processus révolutionnaire au Nicaragua
André Beauregard 215

LE ZIMBABWE

L'indépendance du Zimbabwe, une responsabilité pour chacun
de nous *Ligue des droits et libertés* 223

L'Église dans la libération du Zimbabwe 227

EL SALVADOR

El Salvador, ou le calvaire d'un peuple 231

La répression religieuse au El Salvador *Denis Fontaine* 235

LE GUATÉMALA

Le prix de l'espérance 237

Message du Front démocratique contre la répression 243

S'INFORMER POUR AGIR 247

FOI ET ENGAGEMENT

Le Christ et l'histoire de la foi (suite) *C.P.M.O.* 249

ÉVÉNEMENTS OUVRIERS

Le transfert d'entreprise, ou comment briser un syndicat
René Lachapelle 256

Les chrétiens et les luttes de libération

Trois événements ont marqué, ces derniers mois, l'histoire d'autant de peuples: la victoire du front sandiniste au Nicaragua, la victoire du front populaire du Zimbabwe (Rhodésie) et la lutte des paysans au Salvador ponctuée par l'assassinat de M^{gr} Romero. Ces événements s'inscrivent, avec d'autres que nous connaissons, dans la ligne de la libération de peuples opprimés. Quelles questions ces événements posent-ils aux chrétiens? Comment l'Église de ces pays s'est-elle engagée avec le peuple?

Ce dossier, qui semble à première vue s'éloigner de nos préoccupations habituelles et de notre vie quotidienne, nous interroge au contraire, comme militants et chrétiens, d'une façon très concrète. Voilà des groupes d'hommes et de femmes qui luttent pour leur libération et leur dignité humaine, contre les puissances de l'argent appuyées par la force militaire. Nous sommes tous concernés par le succès ou l'échec de ces combats. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à voir la diversité des interprétations qu'on leur a prêtées. Personne ne peut rester indifférent devant la lutte de ces peuples, parce que c'est sa propre situation sociale qui est remise en cause par ces événements.

Le Nicaragua, le Zimbabwe et le Salvador, c'est loin de nous dans l'espace. Mais que les peuples veuillent se libérer de la pauvreté et de la misère entretenues par diverses formes de colonisation, qu'ils veuillent se donner une forme de société plus égalitaire, c'est une réalité qui ne laisse personne indifférent. Instinctivement, il se passe un phénomène d'acceptation ou de rejet lorsqu'on creuse au-delà d'une certaine compassion superficielle. Les réactions à la mort de M^{gr} Romero sont révé-

latrices à ce sujet. Combien parmi ceux qui se sont émus devant cet événement sont prêts à accepter qu'un peuple, comme celui du Salvador, lutte comme il le fait pour sa libération?

Ces peuples frères auront besoin de notre appui dans les jours qui viendront, car les forces oppressives ne lâcheront pas prise aussi facilement. Le Nicaragua doit se relever des luttes fratricides et bâtir un pays où chacun aura sa chance. La majorité noire du Zimbabwe, maintenant démocratiquement au pouvoir, s'apprête à édifier un pays libre et indépendant. Le Salvador n'est pas encore sorti d'une lutte qui s'annonce implacable à cause de l'effet d'entraînement qu'elle marquera en Amérique Centrale. Ils auront besoin de notre appui et de notre solidarité pour contrer la répression.

Pour une information qui ne soit pas biaisée

Le premier geste de solidarité est celui qui touche à l'existence et à la vérité de l'information. Nous devons faire la lumière sur ces événements et ne pas nous fier aux media "officiels" qui ont souvent intérêt à biaiser la vision des choses. Ces peuples en voie de libération ont besoin que nous fassions connaître exactement ce qui se passe chez eux.

Un exemple frappant du jeu de l'information nous a été donné lors des événements qui ont eu lieu aux funérailles de M^{sr} Romero. Nous admirons ici le courage de M. André Vallée, délégué à cette occasion par les évêques canadiens, d'avoir rétabli les faits et rendu hommage au mouvement de libération populaire.

Au Zimbabwe, une délégation québécoise de la Ligue des droits et libertés est allée dans ce but observer le déroulement des premières élections générales: elle rétablit ici les faits et montre les menaces qui attendent le nouveau gouvernement. La Commission Justice et Paix, de son côté, décrit le rôle que l'Église des régions rurales de Rhodésie a joué dans la lutte pour la naissance du nouveau Zimbabwe. Enracinés dans le peuple et engagés avec lui, les chrétiens du Zimbabwe font maintenant face au défi de bâtir une véritable Église populaire.

L'engagement pour la révolution

Pour la première fois, à notre connaissance, une Conférence épiscopale nationale prend fait et cause pour le processus révolutionnaire et

le socialisme. Les évêques du Nicaragua ont signé conjointement cette lettre "pour un Nicaragua nouveau". À l'avantage de nos lecteurs, nous en reproduisons le texte intégral qui a été ignoré, semble-t-il, par les media d'information. Elle constitue, pour ainsi dire, le cœur de notre dossier. Le comité de rédaction, par la plume d'André Beauregard, s'est appliqué à réagir à cette lettre pour l'analyser et en dégager les grandes orientations pour les chrétiens d'ici. Cette lettre nous permet également de lire les événements qui se passent au Salvador ainsi que dans les autres pays engagés dans un processus de libération.

Cet engagement de l'Église du Nicaragua s'est bâti à partir de ses solidarités avec les luttes du peuple. Pour être capable de telles prises de position, il faut avoir été résolument du côté des petits, dans une fidélité inconditionnelle à l'égard de l'option pour les pauvres.

Paul-Émile CHARLAND

Pour quelle fête?

Pour quelle fête chantons-nous?

Dans ce monde qui fait la guerre?

Pour quelle fête?

Regardez où vous avancez

Tenant votre rose à la main

La porte s'ouvre sur dehors

Dans notre Église où Dieu est mort

Si l'on se ferme à l'étranger

Vers quelle Pâque marchons-nous?

Dans ce monde qui désespère?

Vers quelle Pâque?

Regardez où vous avancez

Tenant votre Christ à la main

Le livre garde son secret

Dans notre Église où Dieu se tait

Si l'on oublie de pardonner

REFRAIN: Qui changera en cœur de chair mon cœur de pierre? (bis)

(tiré de la célébration du Vendredi-Saint: *Hommage au peuple salvadorien et ses martyrs*. Comité Chrétien pour les Droits humains en Amérique latine)

L'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau

Aux prêtres religieux, religieuses,
aux communautés de base, aux délégués de la Parole,
et à tous les hommes de bonne volonté,
paix et bénédiction dans le Seigneur!

Introduction

Tâche des
communautés
chrétiennes:
discerner l'œuvre
de l'Esprit
dans le processus
révolutionnaire

1. — Nous nous adressons au peuple de Nicaragua, dont nous sommes, en recherche du chemin de la vérité et de la justice, dans cette phase du processus révolutionnaire par lequel passe notre pays et sur lequel nombre de personnes à travers le monde ont les yeux fixés. Nous parlons avec la clarté requise par l'évangile (cf. *Matthieu 5, 37*) mais exigée aussi par le peuple catholique et le peuple nicaraguayen auxquels nous nous devons. Nous le faisons en tant que pasteurs de l'Église, conscients que de nombreux chrétiens ont activement participé à l'insurrection et œuvrent actuellement à la consolidation de son triomphe. Nous pensons que notre parole peut rendre service au peuple de Dieu, en l'encourageant dans son engagement et en l'aidant à discerner ce qui est œuvre de l'Esprit dans le processus révolutionnaire. Nous sommes, comme Église, convaincus qu'il y a beaucoup à faire et que nous n'avons pas toujours su être à la hauteur de ce qu'attendait le peuple.

2. — Nous ne pouvons opérer seuls ce discernement. Nous rappelons et faisons nôtres les sages paroles du pape Paul VI: "Il revient aux communautés chrétiennes de discerner, avec l'aide de l'Esprit-Saint, en communion avec les évêques responsables, en dialogue avec les autres frères chré-

tiens et tous les hommes de bonne volonté, les options et les engagements qu'il convient de prendre pour opérer les transformations sociales, politiques et économiques qui s'avèrent nécessaires avec urgence dans bien des cas" (*Octogesima adveniens*, n° 4). C'est pourquoi cette lettre pastorale est aussi un appel à poursuivre le dialogue avec les communautés chrétiennes; elle leur demande à elles qui sont directement plongées dans la réalité, de faire preuve de cet esprit qui permet de "conduire effectivement, avec le Christ, l'histoire de nos peuples vers le Royaume (*Puebla*, n° 274). Nous savons que nous n'avons à offrir "ni or ni argent" (*Actes* 3, 6) et qu'il ne nous appartient pas d'apporter des solutions politiques ou économiques, mais seulement la Bonne Nouvelle.

3. — Nous voulons parler humblement et simplement, car nous sommes des pasteurs et des membres d'une Église "sainte mais ayant besoin de se purifier" (*Lumen Gentium*, n° 8; *Evangeliï nuntiandi*, n° 15).

Voici les points que nous allons développer dans cette lettre:

- 1 — L'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau;
- 2 — Motivation évangélique;
- 3 — Responsabilité et défi de l'heure.

1^{re} partie: L'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau

1 — Réalisations

4. — Nous commençons par un mot sur les acquis de la révolution. Ceux-ci s'ordonnent autour des points suivants que nous faisons nôtres:

a) Nous reconnaissons que, durant des années de souffrance et de marginalisation sociale, le peuple a accumulé une grande expérience, capital qu'il doit aujourd'hui convertir en action réellement libératrice. Le peuple a héroïquement combattu pour défendre son droit de vivre dans

**La lutte
du peuple,
aujourd'hui
maître de son
histoire,
témoigne
de la créativité
du processus
révolutionnaire**

la dignité, la paix et la justice. Telle a été la signification essentielle de son action contre un régime qui violait les droits de l'homme, sur le plan tant individuel que social. De même que dans le passé nous avons dénoncé la situation comme étant contraire aux exigences évangéliques, de même aujourd'hui réaffirmons-nous que nous sommes d'accord avec la motivation profonde du combat pour la justice et pour la vie.

b) Nous reconnaissons que le sang de ceux qui ont donné leur vie au cours de ce long combat, que la générosité d'une jeunesse soucieuse d'édifier une société juste, et que le rôle important tenu par la femme — séculairement mise à l'écart — dans ce processus, sont le signe que des forces nouvelles ont fait leur apparition et qu'elles permettent l'édification d'un Nicaragua nouveau. Tout cela manifeste l'originalité de l'expérience historique que nous vivons. Par ailleurs, la lutte du peuple pour devenir l'artisan de sa propre destinée a été profondément marquée par la pensée et l'œuvre de Augusto César Sandino; cela accentue l'originalité de la révolution nicaraguayenne en lui donnant son style propre et son drapeau aux couleurs de la justice sociale, des valeurs nationales et de la solidarité internationale.

c) Dans l'allégresse d'un peuple pauvre qui, pour la première fois de son histoire, se sent maître de son pays, nous voyons l'expression d'une créativité révolutionnaire ouvrant des espaces larges et féconds à l'engagement de tous ceux qui veulent lutter contre un système injuste et oppresseur, et cherchent à édifier un homme nouveau.

d) Nous soulignons la volonté, manifeste dès le premier jour du triomphe, d'institutionnaliser le processus révolutionnaire en lui donnant une base juridique. La preuve en a été donnée par la décision d'appliquer le programme élaboré antérieurement, comme par exemple: la promulgation du statut sur les droits et garanties des Nicaraguayens; la reconnaissance des libertés d'information, des partis politiques, de culte, de déplacement; les nationalisations qui rendent au pays ses richesses; la réforme agraire, etc.; sans oublier le lancement, dans les premiers jours de la victoire, d'une croisade nationale d'alphabétisation pour restituer au

**Perfectionner
les acquis
de ce processus
révolutionnaire,
pour assurer
sa dynamique**

peuple sa dignité, la rendre apte à devenir l'artisan de son propre destin et l'aider à participer de façon responsable au processus révolutionnaire.

e) Nous reconnaissons l'existence dans le pays de conflits entre intérêts opposés à propos de la réforme agraire, de l'expropriation des grands domaines, etc., conflits qui peuvent s'aggraver en raison du changement des structures économiques, sociales, politiques et culturelles.

f) Nous reconnaissons également les risques, les dangers et les erreurs du processus révolutionnaire, tout en sachant que dans l'histoire la pureté absolue n'existe pas en ce domaine. C'est pourquoi il faut reconnaître l'importance de la liberté de critique et d'expression, comme moyen irremplaçable de signaler les erreurs pour les corriger, et de perfectionner les acquis du processus révolutionnaire.

2 — Tâches en perspective

5. — Nous pensons que le moment révolutionnaire actuel est l'occasion favorable de concrétiser le choix prioritaire des pauvres. Nous devons cependant rappeler qu'aucune révolution dans l'histoire n'est capable de correspondre aux exigences infinies de la justice et aux dimensions absolues de la solidarité telles qu'elles existent dans le royaume de Dieu. Par ailleurs, nous devons affirmer que notre engagement dans le processus révolutionnaire n'est aucunement signe d'ingénuité ni d'enthousiasme aveugle, et encore moins d'agenouillement inconditionnel devant une nouvelle idole. La dignité, la responsabilité et la liberté chrétienne sont des valeurs auxquelles on ne peut renoncer dans le cadre d'une participation active au processus révolutionnaire.

6. — Comme tout processus humain, celui-ci est sujet à l'erreur et aux abus. Nombre de Nicaraguayens expriment certaines préoccupations et ressentent certaines craintes. Il est de notre devoir de pasteurs de répondre aux inquiétudes du peuple, au service duquel nous sommes, et de discerner leurs causes objectives: celles qui résulteraient d'abus ou de négligences, afin de les dénoncer; celles qui viendraient de

**Le choix
prioritaire
des pauvres
dans la praxis
révolutionnaire,
ce n'est pas
enthousiasme
naïf**

**L'œuvre de
reconstruction
nationale
est la tâche
du peuple
dans son entier**

déficiences dues à des moyens limités et aux conditions présentes, afin d'éviter leur utilisation démagogique.

7. — Le gouvernement a mis en place des canaux d'expression que nous espérons de plus en plus efficaces, de façon à recueillir les plaintes qui pourraient se faire jour concernant le processus révolutionnaire. C'est dire la nécessité d'ouvrir le dialogue — ne serait-ce que brièvement et en sachant que notre façon de voir n'est pas celle de tout le monde — sur quelques remarques dont nous avons eu connaissance et qui nous semblent importantes.

a) Malgré la volonté politique des autorités d'éviter des exécutions ou des mauvais traitements de prisonniers, en demandant au peuple de ne pas faire justice par lui-même, des abus ont été commis. Ces situations douloureuses ont été le fait de certains leaders locaux. Nous présenterons aux autorités nationales les preuves qui nous sont parvenues sur de tels abus, dans l'espoir qu'il y sera remédié à mesure de l'augmentation des moyens de contrôle et d'intégration nationale.

b) On entend beaucoup parler du désordre qui régnerait dans le pays, et même du chaos administratif. Soyons conscients que nous vivons des jours de créativité et de transition; et rappelons que la tâche de reconstruction relève du peuple dans son ensemble, et pas seulement de certains secteurs.

c) À propos de la liberté d'organisation des partis politiques, il nous semble absolument nécessaire que les masses puissent participer de façon responsable et active au processus révolutionnaire que nous vivons. Cela doit se faire à travers les organes de démocratie directe qui existent déjà, comme à travers ceux qui vont être créés dans le cadre du dialogue national. Diverses forces ont généreusement contribué à cette étape historique et personne ne doit mettre d'obstacle à leur participation. À leur tête, à l'évidence, le Front Sandiniste de libération nationale tient une place historique. Pour enforcer sa position, sa tâche principale consiste, à notre avis, à continuer d'appeler le peuple tout entier à forger sa propre histoire par une participation décidée

et pluraliste à la vie de la nation. Cela exige des responsables actuels une fidélité absolue au peuple des pauvres qui ne soit pas en contradiction avec les principes de justice ni avec le nom de "sandiniste" qui a acquis ses lettres de noblesse dans le combat pour la libération.

3 — Le socialisme

8. — On entend parler, parfois jusqu'à l'angoisse, du risque pour l'actuel processus nicaraguayen de déboucher sur le socialisme. On nous demande, à nous évêques, ce que nous pensons.

9. — Si, comme certains le disent, le socialisme perdait son sens en empêchant les individus et les peuples d'être les protagonistes de leur histoire; s'il entendait soumettre aveuglément le peuple aux manipulations et aux diktats de ceux qui seraient les détenteurs arbitraires du pouvoir, il est évident qu'un tel socialisme, abâtardi ou faussé, serait pour nous inacceptable. De même que serait pour nous inacceptable un socialisme qui, sortant de ses attributions, prétendrait retirer à l'homme le droit aux motivations religieuses de l'existence ou celui d'exprimer publiquement ses convictions religieuses, quelle que soit sa confession. Nous ne pourrions pas non plus accepter qu'un tel socialisme refuse aux parents le droit d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions, ou tout autre droit de la personne humaine.

10. — Si, par contre, le socialisme signifie, comme il le doit, prééminence des intérêts de la majorité des nicaraguayens et modèle économique de planification nationale dans la solidarité et dans une participation accrue, il est alors évident que nous n'avons rien à lui objecter. Un projet social qui garantit la destination commune des biens et des ressources du pays, et qui permet le progrès dans la qualité de la vie sur la base de la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, est un projet qui nous semble juste.

11. — Si le socialisme implique une diminution progressive des injustices et des inégalités traditionnelles entre la ville

Un oui
au socialisme
qui signifie:
pouvoir
à la majorité
populaire

et la campagne, entre la rémunération du travail intellectuel et celle du travail manuel; s'il signifie une participation du travailleur aux fruits de son travail et, donc, le dépassement de l'aliénation économique, il est bien évident que rien dans le christianisme n'est en contradiction avec ce projet. D'autant plus que le pape Jean-Paul II vient de rappeler à l'ONU sa préoccupation devant la séparation radicale entre le travail et la propriété.

12. — Si le socialisme suppose un pouvoir exercé du point de vue des masses et partagé de façon accrue par le peuple organisé, de sorte qu'il favorise un réel transfert du pouvoir aux classes populaires, il est sûr, encore une fois, qu'un tel socialisme ne pourra trouver dans la foi que motivation et soutien.

13. — Si le socialisme conduit à des processus culturels qui éveillent chez les masses le sens de leur dignité et leur donnent le courage d'assumer leurs responsabilités comme d'exiger leurs droits, il est évident qu'il s'agit là d'une humanisation en accord avec la dignité prônée par la foi chrétienne.

14. — Quant à la lutte entre classes sociales, nous pensons qu'une chose est le fait dynamique de la lutte des classes, laquelle doit conduire à une juste transformation des structures, et autre chose la haine des classes qui est dirigée contre les personnes et qui entre radicalement en contradiction avec le devoir chrétien de l'amour comme règle dans leurs rapports.

15. — Notre foi nous dit que c'est un devoir chrétien imprescriptible de dominer le monde, de transformer la terre et d'utiliser toutes ses ressources. Ainsi l'homme pourra-t-il vivre et faire de cette terre de Nicaragua une terre de justice, de solidarité, de paix et de liberté, donnant tout son sens à l'annonce chrétienne du royaume de Dieu.

16. — Nous sommes sûrs que le processus révolutionnaire sera quelque chose d'original, de créateur, d'essentiellement national et de nullement copié sur d'autres. Car, avec les masses du pays, ce que nous voulons c'est un processus qui permette de parvenir à une société entièrement et au-

**La lutte
des classes
comme réalité
dynamique,
condition
d'une juste
transformation
des structures**

thentiquement nicaraguayenne, non capitaliste, non dépendante, non totalitaire.

2^e partie: Motivation évangélique

17. — Plusieurs fois dans le passé nous avons essayé d'apporter l'éclairage de l'évangile sur la situation de notre pays (cf nos messages du 8 janvier 1977 (1) et du 28 janvier 1978). Plus récemment le 2 juin de cette année, nous avons parlé du droit du peuple nicaraguayen à l'insurrection révolutionnaire (2). En tout cela nous avons été fidèles à l'évangile et à la doctrine traditionnelle de l'Église.

18. — Il nous revient aujourd'hui, dans la nouvelle situation, de dire une parole de foi et d'espérance sur l'actuel processus révolutionnaire et sur la façon d'y réaliser les exigences évangéliques.

19. — Nous tenons donc à rappeler ce qui est vraiment fondamental dans notre foi chrétienne, et ce que nous sommes en train de redécouvrir dans la situation présente de la patrie et le changement révolutionnaire par lequel elle passe.

a) — L'annonce du royaume de Dieu

20. — Le cœur du message de Jésus est l'annonce du royaume de Dieu. Un royaume fondé sur l'amour du Père pour chaque être humain, amour dans lequel les pauvres ont une place particulière. Qui dit royaume dit globalité: rien ne lui échappe. Proclamer le royaume de Dieu veut dire annoncer le Dieu du Royaume et son amour paternel, fondement de la fraternité entre les hommes. Jésus nous précise que royaume veut dire libération et justice (cf *Luc* 4, 16.20), car c'est un royaume de vie. L'obligation que nous avons de l'édifier est une invitation à faire nôtre, par la participation, le changement actuel qui entend faire accéder vraiment à la vie les nicaraguayens. La foi en Dieu nous pousse à redire ce que nous avons toujours dit, mais qui acquiert

S'inscrire
dans l'histoire
nicaraguayenne
fait redécouvrir
la cohérence
de notre foi,
promesse
de vie

aujourd'hui un caractère concret et urgent tout à fait exceptionnel. Croire en Dieu c'est donner sa vie pour les autres, les aimer en vérité, pratiquer la justice. La vie réelle que Dieu veut pour tous les nicaraguayens ne peut être obtenue que par le dépassement des égoïsmes divers et par le renoncement aux intérêts particuliers, lesquels ont été privilégiés durant tant d'années dans notre patrie. Nous devons rappeler que ce sont de tels comportements qui ont tragiquement provoqué la mort de tant de nos frères. C'est pourquoi nous devons exiger de chacun qu'il mette en pratique l'amour et la justice, en s'oubliant soi-même et en pensant à ce qu'il peut donner.

b) — L'engagement évangélique

21. — L'annonce du royaume implique de le rendre présent à l'histoire, de l'établir au milieu de nous. C'est à cet effort que se mesure l'authenticité de notre foi en Dieu qui libère, car il est la concrétisation de ce que l'Écriture Sainte appelle "la justice et le droit" en faveur du pauvre. Un tel engagement est le lieu de la vérification de notre foi dans le Christ qui a donné sa vie pour annoncer le royaume de Dieu. Il n'y a pas de vie de la foi sans le témoignage, et celui-ci est indissociable des œuvres. C'est de ce point de vue seulement qu'on peut comprendre et mettre en valeur l'annonce par la parole. Dans l'engagement en faveur du pauvre et contre l'injustice sociale, notre foi devient vérité féconde pour les autres comme pour nous. C'est en agissant comme chrétiens que nous devenons chrétiens. Sans une telle solidarité notre annonce de la Bonne Nouvelle ne peut être que parole creuse. Une évangélisation libératrice suppose un engagement dans la libération du peuple. Comme l'ont dit les évêques à Puebla: "L'évangile doit nous enseigner "que, face aux réalités qui sont les nôtres, on ne peut aujourd'hui, en "Amérique Latine, aimer vraiment notre frère et donc Dieu sans s'engager "à titre personnel et même, très souvent, au plan des structures" (n° 327). C'est pourquoi, après une attente longue et patiente, notre peuple s'est lancé dans le combat pour une libération entière et totale.

Notre
engagement
dans
la libération
du peuple,
c'est le lieu
de vérification
de notre foi

**L'amour du Père,
est un amour
libérateur
compromis
dans la lutte
pour la justice
et l'instauration
de la fraternité**

c) — La libération du Christ

22. — La libération de Jésus-Christ concerne les différents aspects de la vie humaine, parce que Dieu veut que l'homme vive et qu'il vive en plénitude. C'est pourquoi Dieu a créé l'homme conformément à un plan qui établit un lien étroit entre possession de la terre, relations sociales et relation avec Dieu.

23. — Rapport à la nature, en premier lieu: c'est par lui que l'être humain satisfait ses besoins les plus élémentaires; maîtriser la nature par une économie rationnelle au service de l'homme est à la base d'une société juste. Relations entre les personnes dans leur dimension sociale, en second lieu: ces relations doivent être caractérisées par la communion, laquelle suppose une fraternité authentique et une participation réelle de chacun pour orienter la société à laquelle tous appartiennent; "cela" doit se traduire, pour nous aujourd'hui, en effort de justice pour les "opprimés, en tâche de libération pour ceux qui ont le plus besoin" (*Puebla* n° 327). Mais en troisième lieu, la libération signifie aussi, et radicalement, relation avec Dieu; en tant que fils accueillant son amour gratuit, nous sommes reliés à Dieu et ce lien devient le fondement premier du rapport de l'homme à la nature et de son rapport avec les autres. Rejeter son frère c'est rejeter Dieu. Le geste d'amour du pauvre et de l'opprimé est un geste d'amour du Seigneur lui-même (cf. *Matthieu* 25, 31-46).

24. — La libération intégrale inclut ces trois niveaux, qui sont interdépendants. Oublier l'un c'est restreindre les droits et les possibilités de la personne humaine. Accueillir le don gratuit du Père suppose l'engagement dans le combat pour la justice et pour l'instauration de la fraternité; ce combat, à son tour, trouve sa signification ultime dans la reconnaissance de la présence dans l'histoire de l'amour libérateur de Dieu.

d) — L'engagement social

25. — Le royaume de Dieu, cœur du message de Jésus, est en même temps exigence d'engagement social et élément

**Concrétiser
le choix
prioritaire
des pauvres
dans
un processus
radical
de transformation
sociale:
c'est là
le ferment
évangélique**

critique obligé de jugement de l'histoire. C'est pourquoi il se refuse à être confondu avec toute réalisation contingente; il maintient l'histoire en position d'ouverture pour permettre la créativité de l'homme et l'irruption de la grâce du Seigneur.

26. — Nous avons aujourd'hui, dans notre pays, une occasion exceptionnelle de témoigner et d'annoncer le royaume de Dieu. Nous ferions gravement preuve d'infidélité envers l'Évangile si, par peur, par méfiance, par sentiment d'insécurité devant un processus radical de changement social, sous prétexte de protéger les faibles ou de défendre des intérêts privés importants, nous laissons passer cette occasion — exigeante certes, mais unique — de concrétiser le choix prioritaire des pauvres demandé par Jean-Paul II et la conférence de Puebla.

27. — Ce choix suppose le renoncement aux vieux modes de pensée et d'action, et la conversion profonde de nous tous comme Église. Le jour, en effet, où l'Église cesserait de se présenter au monde comme pauvre et comme alliée naturelle des pauvres, elle trahirait son divin fondateur et serait en contradiction avec l'annonce du royaume de Dieu. Au Nicaragua, jamais comme aujourd'hui, il n'a été aussi urgent de ratifier résolument le choix prioritaire des pauvres.

28. — Les pauvres dont parle Jésus, ceux qui l'entouraient, sont les pauvres concrets, visibles: les affamés, les victimes, les opprimés, tous ceux-là qui sont exclus de l'organisation de la société et qui en sont rejetés. C'est parce qu'il était solidaire des pauvres que Jésus a annoncé l'amour du Père à tous les êtres humains et qu'il a affronté la souffrance, la persécution et la mort.

e) — Le choix prioritaire des pauvres

29. — Voilà comment, frères nicaraguayens, notre foi en Jésus et dans le Dieu de la vie, aujourd'hui incarnés dans une recherche raisonnable, doit éclairer l'engagement des chrétiens au sein du processus révolutionnaire actuel. L'apport fondamental de l'Église comme de tout nicaraguayen

C'est
"la puissance
d'évangélisation"
du peuple
qui convie
toute l'Église
à une conversion
lucide
et courageuse

c'est celui de la priorité accordée au pauvre; il importe donc de donner son accord aux mesures et aux lois destinées à le sortir de sa marginalisation, à lui restituer ses droits et à renforcer les organisations qui garantissent sa liberté. Nous ne pouvons ni ne devons fermer les yeux sur les erreurs possibles et les risques inhérents à toute construction historique; nous pensons, au contraire, qu'il faudra les signaler clairement, courageusement, à la lumière de l'évangile dont l'annonce est notre tâche et notre responsabilité. Mais nous sommes également convaincus que cela ne sera vraiment authentique que si nous savons écouter l'appel du Seigneur et discerner les signes des temps.

30. — Nous voulons exercer ce discernement et prendre cet engagement avec l'ensemble de la communauté chrétienne de Nicaragua, de laquelle nous espérons recevoir encouragement et questionnement, en union avec le peuple dont nous avons découvert "la puissance d'évangélisation" et qui invite toute l'Église à la conversion (*Puebla* n° 1147).

3^e partie: Responsabilité et défi de l'heure

31. — Les yeux de l'Amérique latine sont tournés vers le Nicaragua. Ceux aussi de l'Église du continent. Notre révolution se produit à un moment où l'Église catholique, par l'expérience du concile Vatican II, de Medellin et de Puebla, a progressivement pris conscience que la cause des pauvres est sa cause.

La solidarité
devra triompher
des sacrifices
exigés
par les séquelles
de la guerre
pour l'édification
d'un Nicaragua
nouveau

32. — Un nombre important de membres de l'Église sur ce continent ont dernièrement donné un témoignage clair de cette solidarité. Conscients que le processus révolutionnaire exige générosité et détachement, nous vous exhortons tous, mes frères, à trouver dans votre foi la raison et la force d'être les premiers à accepter les sacrifices et à vous adonner à la tâche qu'exige l'édification d'un Nicaragua nouveau.

33. — La révolution exige de nous, en premier lieu, une réelle conversion du cœur. Elle nous demande aussi l'austé-

rité de vie. La guerre et, surtout, l'ordre social antérieur nous ont légué un lot de pénurie économique, en dépit de la richesse du pays. Le problème est aggravé par la fuite des gens capables et par le désordre inévitable créé par un changement de système aussi radical.

34. — Il faut se préparer à supporter vaillamment la rareté de certaines choses et empêcher que ce soient les masses sans défense qui en subissent les conséquences. En tant que chrétiens conscients de l'appel du Seigneur à la pauvreté, nous devons être les premiers à accepter avec joie et générosité cette période d'austérité qui permettra, nous en sommes sûrs, de parvenir à une vie plus humaine et fraternelle. Nous ferons ainsi l'expérience pratique que ce n'est pas l'abondance, ni encore moins la société de consommation, qui peuvent satisfaire l'homme et l'aider à se réaliser, comme l'a répété à l'envie Jean-Paul II. L'homme trouve bien davantage sa plénitude de personne dans la solidarité, car celle-ci permet de subvenir aux besoins matériels élémentaires, d'être créateur d'une culture plus authentique, de travailler de façon plus humaine et plus efficace, et d'instaurer une paix chaque fois plus propice au progrès spirituel de l'homme.

35. — Nous en profitons pour lancer un appel afin que la fuite des capitaux soit arrêtée, l'argent rapatrié et réinvesti sur place, le commerce international établi sur des bases plus justes et la dette extérieure du Nicaragua renégociée. Nous sommes sûrs que ce serait la manière d'alléger l'austérité et d'éviter davantage de souffrances.

La générosité des jeunes

36. — L'espoir de la révolution repose avant tout sur les jeunes nicaraguayens. Ils ont dépensé des sommes de générosité et de courage qui ont étonné le monde. Ils sont maintenant les principaux artisans de cette nouvelle "civilisation de l'amour" (*Puebla* n° 1188) que nous voulons édifier. Ils auront à incarner dans le processus révolutionnaire les valeurs authentiques de l'évangile. C'est vers eux

Les jeunes
nicaraguayens,
ces artisans
de la "nouvelle
civilisation
de l'amour"

que doit se tourner avec une attention toute spéciale, l'effort d'évangélisation de l'Église entière.

La liberté dans le travail apostolique

Ce droit
à un large
espace de liberté
pour l'Église,
qui fait sienne
la cause
de tous les
nicaraguayens
à l'heure
où le choix
des pauvres
permet
"d'ouvrir
à l'espérance
de nouveaux
horizons"

37. — Les évêques nicaraguayens ne demandent pour l'Église aucun privilège, si ce n'est de pouvoir mettre en œuvre sa mission d'évangélisation, à titre d'humble mais précieux service du peuple. Pour cela, l'Église ne demande qu'"un large espace de liberté pour lui permettre de remplir sa "tâche apostolique, sans interférence aucune: l'exercice du culte, l'éducation de la foi," et les multiples activités qui amènent les fidèles à "traduire dans leur vie privée, familiale et sociale, les impératifs moraux qui découlent de la foi" (*Puebla* n° 144). Le peuple de Dieu doit trouver un regain de vitalité dans les communautés chrétiennes de base toujours plus fraternelles. L'Église doit enseigner à regarder les choses du point de vue des pauvres, car leur cause est celle du Christ. En faisant sienne la cause de tous les nicaraguayens, l'Église pense offrir une contribution d'importance au changement par lequel passe le Nicaragua.

38. — Que la Vierge du Magnificat, qui chante le renversement des puissants et l'exaltation des humbles (*Luc* 2, 52), nous accompagne. Qu'elle nous aide à tenir chrétiennement notre place dans la tâche rude et passionnante qui nous attend pour mener à bien l'édification d'un Nicaragua nouveau, à l'heure où le choix des pauvres permet d'"ouvrir à l'espérance de nouveaux horizons" (*Puebla* n° 1165).

Donné en la ville de Managua, le 17 novembre 1979.

M^{gr} Miguel Obando Bravo, archevêque de Managua et président de la Conférence épiscopale.

M^{gr} Pablo A. Verga M., évêque-prélat de Juigalpa.

M^{gr} Rubén López Ardón, évêque d'Esteli.

M^{gr} Manuel Salazar Espinoza, évêque de Leon.

M^{gr} Leovigildo López Fitoria, évêque de Granada.

M^{gr} Julián Barni, évêque de Matalgalpa.

M^{gr} Salvador Schlaefer, évêque du Vicariat de Bluefields.

(Traduction DIAL)

Foi et processus révolutionnaire au Nicaragua

par André BEAUREGARD

Plusieurs éléments de la *Lettre des évêques du Nicaragua* apparaissent importants pour une lecture située, d'une réalité socio-politique conflictuelle. C'est pourquoi *Vie ouvrière* a voulu souligner, dans un numéro spécial, cet événement d'une Église d'Amérique latine qui prend position en faveur d'un processus révolutionnaire. Certes ce n'est pas la première fois qu'un épiscopat se prononce sur la situation politique de son pays respectif. Cependant la déclaration des évêques nicaraguayens a un caractère inédit par son lien au mouvement historique du pays et, plus précisément, au processus révolutionnaire.

C'est en regardant comment les évêques abordent les problèmes du pays, que se préciseront, d'une part, leur adhésion au processus révolutionnaire et ce, en situant la foi face à une telle décision et, d'autre part, leur compréhension d'un socialisme "ajusté" au pays. En fait, c'est une déclaration qui s'enracine dans un mouvement historique de libération, celui de la majorité des pauvres.

1 — Comment les évêques abordent les problèmes du pays

Nous sommes en face d'un texte très bien situé dans la conjoncture historique du Nicaragua. La réflexion a un caractère historique très marqué. Ce ne sont pas les évêques qui dictent au peuple une ligne de conduite. Au contraire c'est *le peuple, engagé dans un processus révolutionnaire*, un peuple organisé qui inspire les évêques à situer cet événement historique en lien avec la foi.

Le texte montre que la pensée des évêques a évolué avec l'expérience du peuple.

De même que dans le passé nous avons dénoncé la situation comme étant contraire aux exigences évangéliques, de même aujourd'hui réaffirmons-nous que nous sommes d'accord avec la motivation profonde du combat pour la justice et pour la vie. (paragraphe 4a).

C'est donc une expérience à "ras-de-sol" du peuple nicaraguayen qui devient le cœur de cette réflexion pastorale.

Chaque mot (libération, justice, humanisation, évangélisation libératrice) apparaît, dans ce texte, inspiré de cette expérience historique de la révolution sandiniste. On ne part pas d'une définition théorique, abstraite voire même philosophique, mais bien de la praxis révolutionnaire du peuple. C'est pourquoi une telle lettre devient mobilisatrice. Elle se veut un outil de réflexion et d'action proposé "aux prêtres, religieux, religieuses, aux communautés de base, aux délégués de la parole et à tous les hommes de bonne volonté" (p. 1), ces derniers incluant probablement les membres du gouvernement en place.

Ce texte innove aussi par sa façon particulière de situer la foi face à la conjoncture historique décrite dans le document. Il rejoint, au plan de la méthode, l'intuition de la bible où les récits, partant de l'histoire et y retournant, deviennent Parole de libération, de salut pour un peuple.

Leur prise de position n'est donc pas théorique. Elle s'adresse à des personnes bien précises dont le processus révolutionnaire constitue leur tâche principale. Elle tient compte de la mémoire du peuple, celle qui s'est tissée depuis de longues années et qui dirige le pays vers d'autres orientations de fond, dont, par exemple, un anti-capitalisme retrouvé dans la révolution sandiniste.

2 — Reconnaissance d'un processus révolutionnaire

Les évêques prennent au sérieux le consensus du peuple impliqué dans le processus révolutionnaire. En s'affirmant surtout du côté du peuple, les évêques acceptent de jouer le jeu jusqu'au bout et leur participation pour les pauvres a des mains: "Il importe donc de donner son accord aux mesures et aux lois destinées à le (pauvre) sortir de sa marginalisation, à lui restituer ses droits et à renforcer les organisations qui garantissent sa liberté" (p. 29). Ce n'est pas à l'épiscopat qu'est voué le

leadership de la révolution mais bien au peuple, aux chrétiens de la base. "Nous ne pouvons opérer seuls ce discernement" (p. 2), disent-ils.

Ils prennent des positions politiques, économiques et sociales en lien avec le processus révolutionnaire (v.g. laisser tomber le capitalisme...).

Nous sommes sûrs que le processus révolutionnaire sera quelque chose d'original, de créateur, d'essentiellement national et nullement copié sur d'autres. Car, avec les masses du pays, ce que nous voulons c'est un processus qui permette de parvenir à une société entièrement et authentiquement nicaraguayenne, non capitaliste, non dépendante, non totalitaire (paragraphe 16).

Ils acceptent donc eux aussi de subir les conséquences d'un tel processus sachant que cette société à naître sera meilleure que celle déjà là.

Ce processus révolutionnaire, par définition, n'est pas un état arrivé, achevé. C'est à une tâche de reconstruction du pays qu'est convié tout le peuple sachant qu'ils vivent "des jours de créativité et de transition" (p. 7b). "Un tel engagement est le lieu de vérification de notre foi" (p. 21), ajoutent-ils. C'est donc dire que ce processus révolutionnaire est identifié à une puissance évangélisatrice du peuple, celui-ci devenant l'artisan de la libération du pays et donc réalisant, par son engagement, la Parole de libération.

Il est à noter que c'est une des premières fois où l'on parle du processus révolutionnaire sans affirmer qu'il est dû à l'orgueil ou l'immoralité de l'homme mais qu'au contraire les critiques que ce processus va susciter obligeront le peuple à prendre au sérieux la révolution et à exiger davantage de la part de ceux qui y participent.

C'est aussi une des premières fois, dans un document d'évêques, qu'un texte pose un jugement positif sur la révolution et fait de cet élément le point de départ d'une réflexion pastorale. Ici la révolution n'est pas abordée comme idéologie pure mais bien comme processus de libération.

3 — Motivation évangélique, ou le rapport entre foi et engagement

La lettre souligne un rapport particulier et original entre la foi et l'engagement politique. Elle se situe au niveau des pauvres "organisés", donc des Nicaraguayens engagés dans un processus de transformation du pays.

Après avoir affirmé que le “cœur du message de Jésus est l’annonce du Royaume de Dieu” (p. 20), les évêques essaient de situer cette annonce du Royaume en lien avec le processus révolutionnaire amorcé au Nicaragua:

Nous ferions gravement preuve d’infidélité envers l’évangile si, par peur, par méfiance, par sentiment d’insécurité devant un processus radical de changement social, sous prétexte de protéger les faibles ou de défendre les intérêts privés importants, nous laissons passer cette occasion — exigeante certes, mais unique — de concrétiser le choix prioritaire des pauvres demandé par Jean-Paul II et la conférence de Puebla (paragraphe 26).

Ce choix suppose le renoncement aux vieux modes de pensée et d’action, et la conversion profonde de nous tous comme Église (p. 27).

Ils proposent donc un Royaume de Dieu situé en histoire et ne se réalisant que par et dans l’histoire. C’est ainsi que les pauvres, les opprimés réfèrent à des situations précises, concrètes.

Cet événement historique bien précisé permet de proposer les motivations évangéliques qui s’y dégagent. D’abord ils rappellent que “royaume veut dire libération et justification” (*Luc 4, 16.20*) (p. 20). Ceci exige que la foi historique s’enracine dans l’engagement massif du peuple nicaraguayen. “Le Royaume de Dieu, cœur du message de Jésus, est en même temps exigence d’engagement social et élément critique obligé de jugement de l’histoire” (p. 25). Les évêques font éclater ces éternelles barrières entre temporel et spirituel...

Ce choix prioritaire des pauvres, avons-nous dit, est l’option centrale de la lettre. Ce choix oblige l’épiscopat à considérer l’engagement massif des chrétiens nicaraguayens dans le processus révolutionnaire comme lieu d’arrivée de l’histoire actuelle du peuple et ainsi comme lieu de salut. Ils partent donc de l’intention profonde d’une classe populaire qui se bâtit depuis plus de deux siècles.

4 — Leur option pour le socialisme

La lettre des évêques promet un processus révolutionnaire conduisant à un socialisme qui n’est pas inconditionnel. Tout en reconnaissant l’existence de tensions, les “dangers et les erreurs du pro-

cessus révolutionnaire”, ils affirment qu’il “faut reconnaître l’importance de la liberté de critique et d’expression, comme moyen irremplaçable de signaler les erreurs pour les corriger, et de perfectionner les acquis du processus révolutionnaire” (p. 4f). C’est donc par une foi en l’homme, en ses projets et en ses capacités de s’auto-critiquer, que les évêques annoncent les tâches à venir. *Cette foi en l’homme s’enracine dans une option radicale pour le pauvre.* “Nous pensons, affirment-ils, que le moment révolutionnaire actuel est l’occasion favorable de concrétiser le choix prioritaire des pauvres” (p. 5).

D’abord le socialisme proposé est lié au pouvoir de la majorité du peuple, pouvoir exercé de plus en plus par la majorité des pauvres et du peuple. Ce pouvoir s’associe à une volonté de planifier l’économie. “Car, avec les masses du pays, ce que nous voulons, c’est un processus qui permette de parvenir à une société entièrement et authentiquement nicaraguayenne, non capitaliste, non dépendante, non totalitaire” (p. 16). *C’est un pouvoir de la masse et non une égalité entre toutes les couches de la société.*

Ce pouvoir se concrétise dans cette volonté de supprimer la séparation entre la ville et la campagne, “entre la rémunération du travail intellectuel et celle du travail manuel (...), participation du travailleur aux fruits de son travail” (p. 11). Pour se réaliser, les évêques reconnaissent, d’une part, que ce socialisme est à construire donc pas encore réalisé et, d’autre part, que les organisations des masses deviennent une priorité d’action. Cette volonté de voir le peuple s’organiser, disent-ils, est en vue de favoriser “un réel transfert du pouvoir aux classes populaires” (p. 12).

Un élément important que les évêques proposent est la *distinction entre lutte de classes et haine de classes*, souvent synonymes pour plusieurs:

Quant à la lutte entre classes sociales, nous pensons qu’une chose est le fait dynamique de la lutte des classes, laquelle doit conduire à une juste transformation des structures, et autre chose la haine des classes qui est dirigée contre les personnes et qui entre radicalement en contradiction avec le devoir chrétien de l’amour comme règle de leurs rapports (paragraphe 14).

Cette radicale distinction est très importante pour la compréhension et l’acceptation du processus révolutionnaire. Elle s’ajoute aux autres

conditions pour lui garantir d'être original, créateur, national et "nullement copié sur d'autres" (p. 5-6). La lutte des classes apparaît donc comme un fait dynamique et créateur face à un projet de société socialiste.

Cet élément et d'autres (v.g. exercice du pouvoir par le peuple, participation des travailleurs aux fruits de son travail...,) laissent émerger du texte une certaine rationalité marxiste. Les évêques la connaissent et veulent l'utiliser pour parler du processus révolutionnaire du pays. Ils prennent donc pour acquis que le socialisme est un type de projet social réaliste pour le Nicaragua.

Comme pasteurs, ils n'essaient pas de préciser un projet de société issu de la bible. "Un tel socialisme, disent-ils, ne pourra trouver dans la foi que motivation et soutien" (p. 12). Ainsi la foi n'intervient pas directement sur le processus révolutionnaire et le type de société qui naît, mais bien sur certaines motivations d'action à l'intérieur du processus révolutionnaire. "Notre foi nous dit que c'est un devoir chrétien de dominer le monde, de transformer la terre..." (p. 15). Le type de domination n'est pas précisé par une analyse "chrétienne" mais bien socio-politique.

5 — Conditions essentielles pour parler d'une Église populaire

Tous ces éléments, en plus d'être originaux et empreints de la vie du peuple nicaraguayen, proposent des pistes de réflexion pour une Église populaire.

D'abord il y a appartenance profonde des pasteurs au vécu conflictuel du peuple. Ceci rend possible une telle lettre pastorale parce que *le peuple a une pratique de transformation sociale, condition essentielle pour parler d'Église populaire*. Cette condition débloque l'imagination et permet au peuple "organisé" d'être créateur d'expériences neuves et annonciatrices d'une Bonne Nouvelle.

Une autre condition est qu'*une Église pauvre est toujours plus libre de parler ainsi* et de proposer des types d'organisations ecclésiales populaires. Et le socialisme, tel que défini dans le document nicaraguayen, devient un lieu où la foi chrétienne et l'engagement, dans un processus révolutionnaire, cherchent son harmonie voire sa complémentarité. *C'est la pratique des communautés chrétiennes qui permet aux évêques de proposer un tel discernement évangélique* en lien avec l'aventure du Nicaragua.

Un autre élément, inclus dans les précédents, c'est qu'on sent *les évêques aussi nicaraguayens que le peuple*. Ils sont "branchés" sur le peuple. Ils s'impliquent avec eux dans leur aventure historique privilégiée.

Enfin on note que *l'épiscopat fonde sa réflexion pastorale sur les acquis du peuple et de leurs institutions*. Ils sont avec le peuple et tout discernement, quel qu'il soit, exige la présence active du peuple. Ces acquis sont présentés, dans la lettre, par une série de reconnaissances qui tiennent compte des mouvements sociaux nicaraguayens.

C'est donc une Église qui se dit parce qu'elle se fait au fur et à mesure que le peuple grandit politiquement, économiquement... vers un stade de stabilité et de maturité féconde. Tous les signes qui ont été souvent dénoncés comme immoraux, radicaux, pécheurs... deviennent, pour les évêques des signes importants et même nécessaires de libération historique et ce, à certaines conditions tenant compte de la réalité du pays.

Enfin on peut espérer que cette lutte n'est que le début d'une prise en charge, d'une transformation et même d'une organisation d'autres peuples, à leur tour lieux d'annonce prophétique d'un Royaume qui se réalise déjà.

6 — Et l'Église d'ici?

Que retenir d'un tel texte où un vent prophétique souffle dans les voiles? D'abord la *nécessité pour un épiscopat de se "brancher" sur le peuple*. Ce qui fait que cette lettre n'est pas abstraite, c'est que le point de départ est le tissu quotidien du peuple nicaraguayen et non des principes abstraits. Ceci permet au texte d'avoir des mains, des bras, un cœur et ainsi d'être un outil important de critique et de transformation sociales.

Au Québec nous ne sommes qu'au balbutiement d'une Église populaire. Chacune de ces expériences, si lointaines soient-elles, oblige à une reconnaissance ici même de plus en plus grande d'une classe ouvrière particulière qui lutte pour sa promotion. Le terrain d'entente entre les divers acteurs d'une telle Église n'est pas encore circonscrit. Cependant la lettre des évêques nicaraguayens révèle que *ce ne sont pas les mots qui créent la concertation et la mobilisation mais bien les*

engagements collectifs en vue d'une transformation sociale. Chacun est donc convié à exercer son œil social afin de “regarder les choses du point de vue des pauvres, car leur cause est celle du Christ” (p. 37).

C'est à partir des “pauvres”, des exploités d'ici avec qui nous sommes appelés à être solidaires que nous établirons des conditions concrètes à la croissance d'une Église populaire. Les nommer ici afin de lutter contre toute détérioration des milieux de vie, voilà une première tâche pour une Église populaire d'ici qui veut s'engager dans un processus de justice sociale.

Peut-on espérer que les moments historiques que nous aurons à vivre au Québec puissent être sources et lieux possibles de transformation sociale et ainsi germes d'une Église populaire qui éclate de ces réalités? Comme le souligne la lettre, que chacun “mette en pratique l'amour et la justice, en s'oubliant soi-même et en pensant à ce qu'il peut donner” (p. 20). Un pays à bâtir exige de tels impératifs.

Plusieurs communautés chrétiennes, en plus des paroisses, s'organisent et se branchent sur la vie d'ici. N'y a-t-il pas là des lueurs d'espérance qui tendent à s'affirmer déjà?

Enfin nous avons à *retrouver notre mémoire collective*, celle même qui a construit notre passé, celui de nos aïeux et qui peut éclairer un avenir articulé sur le présent. Ainsi nous risquons de “voir” lucidement nos acquis comme peuple, de “juger” de nos moments historiques et d’“agir” en conséquence.

C'est un devoir de l'Église authentique que d'être aux côtés des pauvres, avec qui elle doit se solidariser même avec des risques et leur destin de persécution, disposés à donner le plus grand témoignage d'amour pour défendre ceux que Jésus a aimés par-dessus tout.

(M^{gr} Oscar A. Romero, assassiné au Salvador en mars dernier)

L'indépendance du Zimbabwe une responsabilité pour chacun de nous

De retour d'un séjour de cinq semaines au Zimbabwe à l'occasion des élections qui viennent de s'y dérouler, la délégation québécoise, mandatée par la Ligue des droits et libertés et la Fédération Internationale des droits de l'homme, lance un pressant appel à la solidarité internationale avec ce peuple qui accédera à l'indépendance, le 18 avril 1980.

Telle est l'une des conclusions du rapport de mission présenté à la Ligue des droits et libertés et rendu public en conférence de presse.

Le résultat convaincant des élections qui mettaient fin à sept ans de guerre et qui ont porté au pouvoir les forces nationalistes du Front Patriotique (la ZANU de M. Robert Mugabe et la ZAPU de M. Joseph Nkomo) avec 77 des 80 sièges réservés à la population noire, a pu faire oublier, un peu trop rapidement les énormes difficultés auxquelles doit faire face le nouveau gouvernement pour donner un contenu concret et significatif à l'indépendance formelle qu'il acquerra dans quelques semaines.

En effet, la victoire de MM. Mugabe et Nkomo est d'autant plus remarquable qu'elle a été acquise en dépit des innombrables obstacles que les autorités rhodésiennes ont opposés au Front Patriotique tout au long de la campagne électorale. Cette victoire n'est pas pour autant un point d'arrivée mais bien au contraire le point de départ d'une bataille encore plus difficile et plus importante: la bataille de la reconstruction d'un pays véritablement indépendant dont la majorité noire de la population (près de 96% d'une population totale de 7 millions d'habitants) exercera effectivement le contrôle et partagera enfin équitablement les richesses.

Les difficultés à prévoir

Les obstacles sont nombreux et difficiles et la marge de manœuvre très réduite.

- 1 — Il faudra au nouveau gouvernement éviter de trop brusquer la communauté blanche (pour éviter tant un coup d'éclat militaire qu'un exode massif des Blancs) tout en réalisant suffisamment les changements en faveur de la population africaine pour lesquels tant de personnes sont mortes ou se sont battues.
- 2 — Il faudra continuer à défendre les droits fondamentaux des Africains et lutter contre l'apartheid et le racisme, sans pour autant entraîner l'intervention du voisin sud-africain.
- 3 — Il faudra lutter contre toutes les tentations de divisions sur une base ethnique, partisane ou autres que vont susciter les ennemis du nouveau gouvernement.
- 4 — Il faudra rapatrier et réinstaller environ deux cent mille réfugiés en provenance du Mozambique et de la Zambie (en plus des 34,000 déjà rentrés avant les élections) et s'occuper de façon urgente du million de personnes déplacées par la guerre qui sont venus grossir les rangs des réfugiés internes autour des principales villes ou qui ont été enfermées dans les 149 "villages protégés" éparpillés dans les "Tribal Trust Lands" (sorte de "réserves africaines").
- 5 — Il faudra rouvrir les six cents écoles fermées par la guerre et, en plus, construire des centaines de nouvelles écoles si l'on

veut répondre aux besoins de scolarisation d'une population jeune qui était jusqu'alors très mal desservie.

- 6 — Il faudra nourrir de façon urgente une population sous-alimentée qui a été victime, durant la guerre, de la terrible "arme de la faim": dans plusieurs régions, plus de 25% de la population souffre de très grave malnutrition et cette proportion atteint même 40% dans certaines régions du nord du pays.
- 7 — Il faudra nourrir cette population, que la famine guette, dans des conditions difficiles puisque dans beaucoup de régions, les récoltes n'ont pas été plantées à cause de la guerre, que le Zimbabwe a connu cette année un sécheresse inhabituelle, que la Croix Rouge internationale qui assurait les secours alimentaires d'urgence a annoncé son retrait à court terme, la guerre étant terminée, et que les pires mois de disette s'annoncent pour avril, mai et juin.
- 8 — Il faudra redistribuer les terres aux paysans africains puisque les Blancs (4% de la population) possèdent actuellement près de 50% des terres.
- 9 — Il faudra, pour stabiliser la paix, procéder à l'intégration des trois armées en présence qui, il y a trois mois à peine, s'affrontaient encore les armes à la main.
- 10 — Il faudra enfin, pour le nouveau gouvernement, se familiariser avec et contrôler progressivement tout l'appareil étatique, gouvernemental et administratif qui, hier encore, était tout entier mis au service de la lutte contre ceux qui exercent aujourd'hui la seule autorité légitime au Zimbabwe.

Le défi est énorme

Le peuple de Zimbabwe a exprimé clairement son choix. Mais le nouveau gouvernement est encore fragile et les difficultés qu'il doit affronter sont parmi les plus importantes qu'un gouvernement africain ait eu à affronter au moment d'accéder à l'indépendance. C'est pourquoi la Ligue des droits et libertés a décidé de lancer l'appel suivant:

- 1 — Que le gouvernement du Canada reconnaisse immédiatement le nouvel état du Zimbabwe.

- 2 — Que toutes les organisations québécoises et canadiennes utilisent les moyens à leur disposition pour qu'une aide économique et matérielle considérable et non liée soit accordée au nouveau gouvernement du Zimbabwe par
 - a) les gouvernements canadiens et québécois
 - b) les agences d'aide et de coopération gouvernementales et non-gouvernementales.
 - c) par les organisations internationales (institutions financières et organismes spécialisés des Nations-Unies).
- 3 — Qu'un collectif québécois pour le Zimbabwe soit mis sur pied de manière à favoriser la coordination des informations, des échanges et des efforts d'aide et de coopération.
- 4 — Que toutes les organisations et tous les milieux, tant au Québec, au Canada qu'au niveau international utilisent les divers moyens qui leur sont propres, chacun dans leur domaine, pour faire connaître la nouvelle réalité du Zimbabwe et ses besoins, et pour apporter leur soutien concret à la reconstruction et au développement de ce pays.

La mission d'observation québécoise au Zimbabwe a été un signe concret de l'intérêt porté par la population d'ici aux luttes qui se mènent en Afrique Australe pour la justice et le respect des droits. Un nouvel état va accéder à l'indépendance. C'est maintenant notre responsabilité, à chacun de nous, d'aider le nouveau gouvernement du Zimbabwe à réaliser, chaque jour plus concrètement, cette indépendance enfin acquise mais toujours à conquérir.

Membres de la délégation

Roger Poirier

Dominique Boisvert

Yvon Charbonneau

Bonnie Campbell

L'Église dans la libération du Zimbabwe

Vers 3 heures du matin, dimanche le 24 février 1980, une puissante explosion a démolie l'imprimerie du MAMBO PRESS, une entreprise soutenue par l'Église. Deux jours auparavant une édition pirate (truquée), du journal MOTO, de la MAMBO PRESS, reproduisant à pleine page à la une la photo du leader nationaliste Robert Mugabe, avait été distribuée à la grandeur du pays. Trois jours plus tard commençait la votation qui portait au pouvoir Robert Mugabe par une victoire qui a balayé tout le Zimbabwe. La catastrophe qui avait frappé à la fois l'Église et le peuple du Zimbabwe depuis la Déclaration unilatérale de l'indépendance, en 1965, prenait ainsi fin.

Le fait que l'Église a souffert des derniers gestes de violence avant l'indépendance n'était pas un accident. Depuis les tous premiers jours du régime Ian Smith, la lutte en Rhodésie avait été présentée pour fin de propagande, comme une lutte entre le christianisme et le communisme. La protection des intérêts d'une minorité blanche était identifiée à la "protection de la civilisation chrétienne". Tous les efforts des nationalistes pour prendre le contrôle de l'État, d'abord par des moyens pacifiques, puis par

la violence, étaient qualifiés de communisme.

"Dites à vos ouvriers que les Marxistes vont s'emparer de tout ce qu'ils possèdent: leurs troupeaux, leurs chèvres, leurs volailles. Dites-leur qu'ils vont amener leurs enfants", disait Ian Smith à ses auditoires de paysans et de blancs. L'évêque (Muzorewa), chef de l'UANC, faisait son apparition dans ces réunions politiques avec tout son appareil épiscopal pour faire écho à ces discours en-

flammés et poser en leader du christianisme. Mais les évêques catholiques refusaient d'accepter cette équation de Muzorewa entre nationalisme et communisme depuis la publication de la première lettre pastorale de M^{gr} Donal Lamont en 1959.

“D'un côté ils prêchent le christianisme”, fulminait le ministre de la Justice, M. Francis Zindoga, président de l'UANC, “et d'un autre côté, ils supportent les forces du communisme marxiste qui est totalement opposé à Dieu et à l'Église.”

Une Église enracinée dans le peuple

La réalité était que l'Église en monde rural, enracinée chez les fermiers noirs, connaissait bien la nature des mouvements nationalistes qui étaient actifs dans le pays. Farouchement opposés au communisme athée de l'Europe de l'Est, les missionnaires du Zimbabwe en voyaient peu de signes chez les guerilleros. Particulièrement dans le diocèse de Gwelo, région centrale du ZANU (P.F.) et principal terrain de recrutement du ZANLA, les missionnaires suisses, le clergé local et le peuple vivaient en bons termes avec les combattants de la liberté. Il n'échappait à personne que dans le diocèse de Gwelo les écoles demeuraient ouvertes alors que partout ailleurs on devait les fermer.

Au même moment, la Commission Catholique Justice et Paix en Rhodésie pouvait servir de relai d'information entre les missions rurales et le reste du monde. Les souffrances de la population rurale, sujette aux arrestations arbitraires et aux tortures par les forces de sécurité du gouvernement, affamées de plus en plus par l'interdiction d'approvisionnement alimentaire et soumise à des attaques sporadiques à la bombe, étaient por-

tées à la connaissance du monde par l'Église. Comme résultat: dans des régions comme le diocèse de Gwelo, des postes de missions ont été fermés et le personnel retiré depuis qu'il était clair que l'État commençait à prendre des représailles contre les missions à cause du support apporté au mouvement de libération. La mort du Père Kilian Huesser en janvier 1980, dans des circonstances très douteuses, a conduit M^{gr} Tobias Chiginya à fermer un certain nombre de missions.

Au cours de la lutte pour la libération, l'Église catholique dans les régions rurales de Rhodésie a été dépouillée et réduite à l'essentiel. Des diocèses où des communautés de base existaient depuis les débuts des années 70 furent en mesure de répondre à la lutte armée plus efficacement que les autres. Dans la plupart des régions, les prêtres et les religieuses ont été invités à se retirer par les armées de libération; 90% des institutions de l'Église ont été fermées avant les élections de février 1980. Le personnel fut ainsi disponible pour s'employer à des tâches de secours humanitaires, d'accueil aux réfugiés, de réhabilitation et de travail pastoral dans les villages. La guerre avait ouvert des possibilités

à un ministère plus diversifié et plus approprié.

Le Zimbabwe indépendant offre, par conséquent, un défi important à l'Église. Un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir, indépendant dans le vrai sens du mot, avec la possibilité d'une libération économique; il n'est ni lié par les politiques de la Guerre froide, ni impliqué par les liens inextricables avec l'apartheid du

Sud Afrique. Le ZANU (P.F.) s'est battu pour la liberté de son pays sans l'aide de l'URSS et ne doit rien à l'Europe de l'Est, sinon à la Yougoslavie et la Roumanie. L'engagement du gouvernement de Robert Mugabe à honorer à long terme ses promesses aux paysans du Zimbabwe reste ferme, même si à court terme, il met de l'avant une position modérée.

Un choix "crucial"

L'Église est placée devant un choix. Ou bien elle peut trouver que la guerre de libération, durant laquelle elle a souffert avec le peuple des campagnes, fut une aberration temporaire et un cauchemar à oublier. Ou bien elle peut considérer l'expérience qu'elle a vécue durant la période de 1959 à 1979 comme faisant partie de sa propre libération comme Église. Elle peut choisir de restaurer à la hâte la grande superstructure de l'Église institutionnelle; ou bien elle peut encore profiter de la liberté que lui donne cette période pour se réorienter elle-même et se donner une nouvelle vie en gardant les liens avec le nouveau Zimbabwe.

Grâce au témoignage des missions rurales et de la Commission Justice et Paix, l'Église pourra difficilement entrer en connivence avec un gouvernement de style soviétique. Il faudra mettre rapidement sur pied un système d'éducation qui coûtera cher à la communauté blanche. Mais on n'a pas le choix. Est-ce que l'Église qui a participé d'une certaine façon

dans la lutte pour la libération nationale sera prête à participer aussi à la lutte pour la libération économique qui doit suivre?

Il n'existe peut-être pas d'autre pays en Afrique où un gouvernement semble autant en mesure de partager les objectifs de justice sociale de l'Église et qui a les moyens économiques de réaliser de grandes choses. Si l'Église décide de construire, sur la base de son expérience de lutte libératrice, une Église authentiquement radicale, alors les implications à l'égard de ses voisins, le Mozambique et l'Angola, seraient immenses.

* * *

Il était nécessaire pour certains éléments des Forces de sécurité rhodésienne de truquer une édition complète du journal MOTO pour donner l'apparence que leurs actes de terrorisme étaient accomplis par les forces de libération. Personne n'aurait cru sérieusement que le ZANLA avait attaqué l'imprimerie MAMBO PRESS: ils étaient du même côté. Certaines

institutions de l'Eglise travaillaient en effet dans le sens de la libération du Zimbabwe: pas toutes cependant. Nous espérons tous que les années qui viennent verront la restauration et la reconstruction d'une nation blessée.

La forme que prendra l'Eglise en train de se rebâtir après les années de guerre 1972-79 va déterminer le degré de liberté qu'elle pourra avoir pour continuer à lutter avec le peuple pour la libération du Zimbabwe.

N.D.L.R.

Par la victoire électorale du Front Patriotique, après six années de lutte armée, le peuple du Zimbabwe, la majorité noire est au pouvoir.

Mais les enjeux sont de taille et l'équilibre fragile. Les vaincus veillent et cherchent toutes les failles pour briser cette solidarité qui a éclaté au grand jour. Aussi l'auteur de cet article, militant actif en faveur du Zimbabwe, nous a demandé de garder le plus strict anonymat.

El Salvador ou le calvaire d'un peuple

El Salvador est la plus petite des républiques d'Amérique centrale et la plus densément peuplée. Elle a une superficie de 21,393 kms carrés, et une population de 4,200,000 habitants, avec la possibilité d'atteindre les 6 millions en 1985. La densité est de presque 200 habitants par kilomètre carré.

La population se compose de 84% de Métis ("ladinos"), de 10% de Blancs et de 5.6% d'Indiens. La population urbaine est dans une proportion de 40% de la totalité. La population rurale ou paysanne représente 60% des Salvadoriens et, de celle-ci, 93% sont privés d'électricité et 73% d'eau potable.

La mauvaise répartition des terres constitue une des principales causes des conflits sociaux: 57% des terres sont entre les mains de 1.9% de la population, tandis que 91.4% de la population doit se partager 21.9% des terres les moins fertiles.

Le taux d'analphabétisme atteignait, en 1976, 59.5%. L'assistance médicale est de 2.8 médecins pour chaque 10,000 habitants.

Les terres étonnamment fertiles produisent le coton (fibre et semence), le café, la canne à sucre, le riz, les olives, les bananes, etc. La pêche est importante pour l'abondance des crevettes.

Les exportations les plus importantes sont: le café (33%), le coton (15%), les textiles (9%), le sucre (7%). (Statistiques de 1971).

El Salvador comprend un archidiocèse: San Salvador; et quatre diocèses: Santa Ana, San Vicente, San Miguel, Santiago de Maria.

Situation actuelle

Le peuple salvadorien vient de prendre un nouveau chemin dans sa lutte de libération: le 11 janvier 1980, les mouvements populaires se sont unis dans la "Coordinadora" pour faire face à la répression et faire respecter leurs droits.

L'expérience faite par différents mouvements populaires dans plusieurs pays latino-américains a servi aux mouvements salvadoriens pour faire ce pas en avant et surmonter leurs différents internes et ainsi se mettre au service du peuple et de son projet de libération.

La dictature, face à la montée du mouvement populaire salvadorien, a intensifié la répression; les États-Unis ont augmenté leur aide économique et militaire au gouvernement du El Salvador. L'Église, par la bouche de M^{gr} Romero, prend la défense du peuple: "*Nous vivons dans une période pré-insurrectionnelle et la morale de l'Église justifie l'insurrection lorsque tous les moyens pacifiques ont été épuisés*" (homélie du 27 janvier 1980).

Le "El Salvador" uni commence sa marche vers la libération. L'expérience nous démontre que la lutte est nécessaire pour s'arracher de l'oppression. Le Nicaragua nous a appris que les sacrifices et les souffrances d'un peuple sont le prix de sa libération. El Salvador a amorcé cette démarche.

Pour nous, les chrétiens du Québec, cette réalité est un nouveau défi. Comment vivre en solidarité avec l'Église et le peuple salvadoriens? Le Comité Chrétien veut être ce lien solidaire entre les chrétiens d'ici et ceux du El Salvador. C'est à nous maintenant d'appuyer ce germe d'espérance qui pointe dans l'histoire de l'Amérique Latine.

Un exemple éloquent: La répression contre la famille Pablo-Mendoza de 1975 à 1978

Du mariage de Carlos Pablo avec Laura Mendoza, de San Pedro Perulapan (Cuscatlan), sont nés 9 enfants. Sur ces 9, 5 ont été arrêtés et ont depuis disparu: Manuel de Jesus, 37 ans, 6 enfants; Pedro, 32 ans, 1 enfant; Luis, 24 ans; Rafael, 22 ans; Carlos, 27 ans. De plus, parmi les autres membres de la famille, gendres, beaux-frères, neveux, cousins, 9 ont été arrêtés et ont depuis disparu, dont une femme qui laisse un enfant.

La famille Pablo-Mendoza a été pratiquement exterminée, avec 14 membres disparus et 10 enfants orphelins. Des organismes internationaux de protection des familles des prisonniers politiques ont manifesté leur solidarité aux Pablo-Mendoza.

Carlos Pablo, le vieux père de cette famille héroïque, a commis le crime "très grave", en 1972-73, d'être célébrant chrétien de la Parole et d'avoir inculqué à ses enfants et aux membres de la famille un sens profond du respect social de la personne humaine et de l'amour authentique du pauvre. C'est la raison pour laquelle les membres de cette famille ont été exterminés.

Le "Secours juridique" de l'archevêché de San Salvador exige des éclaircissements sur le lieu de détention de quatorze membres de la famille Pablo-Mendoza.

STATISTIQUES DE LA VIOLENCE POLITIQUE AU EL SALVADOR

	1978	1979	1980 (1 ^{er} janv. au 15 fév.)
assassinés:	147	749	268
disparus:	23	95	100 (inc)
arrêtés:	1063	468	?

RÉPRESSION CONTRE LES PRÊTRES

	1977	1978	1979	Total
assassinés:	2	1	3	6
expulsés:	13	—	6	19
arrêtés:	4	4	3	11
sortis du pays:	8	—	3	11
calomniés:	2	18	2	22
	29	23	17	69

(Source: DIAL # 596, février 1980)

Et ils le mirent à mort

“J’ai souvent été menacé de mort. Je dois dire que, comme chrétien, je ne crois pas en une mort sans résurrection: s’ils me tuent, je ressusciterai dans le peuple salvadorien. Je le dis sans orgueil, mais avec la plus grande humilité.

Comme pasteur, je suis obligé par ordre divin, de donner ma vie pour ceux que j’aime, tous les salvadoriens, même pour ceux qui me tueront. S’ils mettent leurs menaces à exécution, j’offre déjà à Dieu mon sang pour la rédemption et la résurrection du Salvador.

Le martyr est une grâce de Dieu que je ne crois pas mériter. Mais si Dieu accepte le sacrifice de ma vie, que mon sang soit une semence de liberté et le signe que l’espérance deviendra bientôt une réalité.

Que ma mort, si elle est acceptée de Dieu, soit pour la libération de mon peuple et comme un témoignage d’espérance en l’avenir. Je puis vous dire, s’ils viennent à me tuer, que je pardonne à ceux qui l’auront fait et que je les bénis.

Puissent-ils être persuadés qu’ils perdent ainsi leur temps. Un évêque peut bien mourir, mais l’Église de Dieu, qui est constituée du peuple, ne périra jamais.”

Monseigneur Oscar A. Romero,
archevêque de San Salvador
(assassiné le 24 mars 1980).

Déclaration faite à “Excelsior” de Mexico.

La répression religieuse au El Salvador

par Denis FONTAINE,
*Comité chrétien pour les
Droits humains et Amérique latine*

*"Nous avons trouvé cet homme mettant le trouble dans
notre nation. Il soulève le peuple." Et Pilate le leur livra
pour qu'il soit crucifié... (Luc 23, 2.5.25)*

On n'a jamais pardonné à Jésus d'avoir un parti pris pour les pauvres et les opprimés... Au El Salvador, l'archevêque Romero a été menacé de mort à plusieurs reprises; six de ses prêtres ont été assassinés. Le dernier en liste fut abattu devant l'autel de son Église, au moment où il allait célébrer la messe. Les missionnaires étrangers sont étroitement surveillés et expulsés à la moindre "incartade"; les Jésuites, en autres, sont la cible constante de l'Union Guerrière Blanche". Des dizaines de chrétiens, dirigeants laïcs, ont été arrêtés, torturés et tués,

de même que de jeunes militants chrétiens, au beau milieu de leurs réunions avec leurs pasteurs. Des centaines de paysans ont été massacrés, leurs maisons détruites et pillées, leurs femmes violées et égorgées en présence de leurs enfants, comme c'est arrivé encore à El Conacaste, le 31 décembre et le 10 janvier derniers. Le cadavre de Josefina Guardado a été jeté dans une pâture; celui de Jesus Mejia abandonné dans un trou. On n'a pas encore retrouvé les deux enfants de Josefina, et la paysanne Mejia laisse cinq orphelins, tous en dessous de 10 ans.

Pourquoi?

Parce que ces gens, ces chrétiens ont pris au sérieux le projet évangélique en radicalisant leur engagement baptismal les amenant à travailler ici

et maintenant à la construction du Royaume de Dieu annoncé par Jésus.

Les chrétiens du El Salvador ont conscience de vivre l'expérience com-

munautaire de la Croix, celle de la mort-résurrection, par la purification vitale de la persécution. Pour eux, la persécution est le signe de la crédibilité de l'Église, de son authenticité et de sa fidélité à sa mission.

La tâche prioritaire de l'évangélisation est indissolublement liée à la promotion intégrale de la personne humaine et à la lutte pour la justice, qui doivent être aussi concrètes que les injustices le sont elles-mêmes. Cette mission ecclésiale exige la dénonciation du mal où qu'il se trouve, du péché personnel comme du péché collectif, des égoïsmes individuels comme des injustices inscrites dans les structures sociales.

Mais cela ne va pas de soi, et tous les chrétiens ne comprennent pas de la même façon cette exigence de leur foi ni n'expliquent par les mêmes causes la situation actuelle. Les chrétiens sont divisés, les prêtres et les évêques sont divisés; l'Église est déchirée et souffre, autant de l'intérieur que de l'extérieur.

Le 7 mars 1978, plus de 300 prêtres et religieux du Salvador adressaient une lettre au Nonce apostolique M^{gr} Gerada, pour lui reprocher certains agissements et omissions contraires à son rôle et même à l'Évangile, principalement sa compromission publique avec le gouvernement "répressif et injuste" et son insensibilité devant la souffrance silencieuse des paysans pourchassés et opprimés. Leur lettre se terminait par une prière: "Nous demandons à Dieu que le sang de nos martyrs vous éclaire afin que vous cessiez, au service d'Hérode et

de Pilate de combattre la lumière et la vérité... Pour l'amour de Dieu, ne rendez pas plus amer notre calvaire à l'heure où les puissants de ce monde ont lancé leur iniquité contre l'Église et contre les saints de Dieu."

En même temps qu'on massacre les paysans, qu'on assassine les prêtres et qu'on torture les militants, quatre des six évêques salvadoriens interdisent aux prêtres et religieuses de leurs diocèses de collaborer à toute organisation de "gauche", particulièrement la FECCAS (Fédération chrétienne des paysans salvadoriens) et l'UTC (Union des travailleurs de la campagne), qu'ils accusent de marxisme, tout comme certains prêtres eux-mêmes...

Jusqu'à ces toutes dernières années, sous prétexte qu'il fallait barrer la route au communisme et se tenir loin des violences révolutionnaires, d'aucuns auraient voulu que l'Église et les chrétiens s'en tiennent à la prière et à l'aumône, cependant que la misère grandissait et que l'oppression fermait le chemin des plus élémentaires libertés. Sans tomber dans les excès extrêmes ni fermer les yeux sur les tendances totalitaires des organisations marxistes, de plus en plus de militants chrétiens, au Salvador comme ailleurs en Amérique latine, ont choisi de se solidariser avec les syndicats de paysans et les autres organisations populaires. M^{gr} Romero ne fut pas seulement à cet égard la "voix des sans-voix"; il jeta toute son autorité du côté de ces organisations de masse dont la légitimité, tôt ou tard, prévaudra, avec le droit des peuples au développement et à leur culture propre.

Le prix de l'espérance

Nous savons que nous sommes nés pour mourir un jour. C'est notre destin inévitable. Quant à nous, il s'agit de savoir si nous allons mourir de faim dans notre coin natal ou si nous allons mourir victimes de la répression dans nos démarches actuelles ici, dans la Capitale. Mais nous croyons avec non moins de certitude qu'après la mort il y a la Résurrection. Ce que nous voulons, c'est donner un sens à notre mort, parce que c'est ainsi que nous donnerons un sens à notre vie.

Ces propos d'une rare profondeur sont de deux paysans du Quiché, Vicente Menchu et Gaspar Vivi. Ils les ont tenus dans le cadre d'une homélie partagée lors d'une célébration qui avait réuni, le dimanche soir, 27 janvier, une couple de centaines de chrétiens liés aux groupes "Justice et Paix" du Guatemala. Quatre jours plus tard, jeudi le 31 janvier, les noms de ces deux mêmes paysans indigènes apparaissaient parmi les trente-neuf victimes qui périrent dans l'ambassade d'Espagne prise d'assaut par la Police Nationale du Général Lucas.

La nouvelle du massacre fit immédiatement son tour du monde, à titre de manchette pour l'actualité. La presse locale ne manqua pas, quant à elle, de se faire l'écho de l'interprétation officielle du gouvernement identifiant les paysans à un groupe d'extrémistes, justifiant l'intervention de la police comme réponse à un appel de l'ambassade, et faisant de l'ambassadeur lui-même un complice plus ou moins marxiste des "extrémistes". Il est bien clair qu'un minimum de sens critique et d'honnêteté suffirait à disqualifier une présentation aussi caricaturale des événements. En fait, pour donner au massacre de l'ambassade d'Espagne

son véritable sens, il faut le situer dans le contexte particulier du Quiché et dans le cadre global de la réalité du Guatemala.

La file indienne vers la capitale

Ce n'était pas comme touristes ni par goûts personnels que les Indigènes Ixcles et Quichés se trouvaient à Guatemala à la fin de janvier. Ils y étaient descendus comme délégués de leurs communautés respectives. Le but de leur visite: faire connaître à des institutions dignes de leur confiance, comme l'Université San Carlos, le Front Démocratique contre la Répression, le Comité Chrétien "Justice et Paix", etc., et par leur intermédiaire, à l'opinion publique nationale et internationale, la situation invivable que leur crée la présence de l'Armée nationale dans leurs parages. Ils avaient des faits très précis à rapporter, des faits qui font découvrir jusqu'à quel point la vie quotidienne de ces populations pacifiques est devenue tragique et insécure.

Les faits d'abord

— *Le massacre des paysans d'Uspantan.* Au cours d'octobre 1979 furent séquestrés par l'Armée neuf indigènes d'Uspantan. Deux d'entre eux eurent la chance de prendre la fuite. Quant aux sept autres, l'armée fit semblant, en décembre, de vouloir les changer de village, d'Uspantan à Chajul. Un peu avant d'y arriver, les militaires les obligèrent à s'habiller en vert olive, leur mirent des vieux fusils sans balle dans les mains, les tirèrent à bout portant, exposèrent leurs corps à la vue des passants et les présentèrent comme des guérilleros abattus dans un affrontement avec les "gardiens de l'ordre".

— *L'invasion de San Pablo Baldio.* Le 9 janvier, l'Armée entra dans cette paisible localité et sema la terreur parmi la population, obligeant hommes, femmes et enfants à sortir des maisons, les accusant d'être des "rebelles". Pendant ce temps, les soldats volaient, pillaient, détruisaient. Les Indigènes tentèrent de se défendre avec des pioches, des bâtons, des pierres, et l'Armée répondit par des coups de feu. Résultat: plusieurs blessés.

— *La répression du Chajul.* Elle dure depuis le début de décembre. Treize paysans ont été séquestrés et torturés; des adolescentes, des femmes enceintes et même des dames âgées, violées; les quelques objets de

valeur de ces pauvres gens ont été volés, leurs papiers et documents personnels brûlés, etc.

— *La répression à San Juan Cotzal.* Un total de quatre vingt paysans sont disparus. Le 29 novembre, l'Armée a bombardé les abords du village et, le lendemain, elle en a pillé les maisons.

Ces faits parlent par eux-mêmes. Mais les paysans résumèrent et expliquèrent leur triste situation de la façon suivante. "Avant, quand il n'y avait pas d'Armée, il n'y avait pas de violence, ni d'enlèvement, ni de massacre. Mais quand l'Armée est arrivée, en 1976, tout a commencé... Les militaires disent qu'ils font de l'action civique, mais ce n'est pas vrai. L'Armée n'a rien fait de bon pour nous. Elle prend la défense des injustices que commettent les riches et elle veut que nous continuions à courber la tête". C'est tout cela que voulaient faire connaître les indigènes qui occupèrent pacifiquement l'ambassade d'Espagne, et ils avaient d'autres objectifs très précis: demander aux autorités que réapparaissent leurs compagnons disparus, inviter une commission constituée de personnes honnêtes à se rendre sur les lieux, chercher des solidarités et s'intégrer eux-mêmes aux organisations paysannes existantes et, surtout, exiger que sorte le plus vite possible du Quiché ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme "une Armée d'assassins au service des riches".

La présence de l'Armée

Mais il n'y a aucune probabilité que l'Armée donne suite à cette dernière exigence des paysans indigènes. Au contraire, la présence de l'Armée dans cette région de l'arrière-pays répond à des motifs d'ordre économique et politique d'importance vitale pour les militaires au pouvoir et leurs alliés.

Les villages affectés par le terrorisme militaire appartiennent à la partie nord du Quiché. Or, cette région constitue, avec le département d'Izabal, le nord d'Alta Verapaz et le nord-est de Huehuetenango, la Franja transversal del Norte, bande de territoire qui représente la plus grande concentration du potentiel minier (nickel, plomb, antimoine, uranium), pétrolier et forestier du pays. D'autre part, les militaires ont mis sur pied un ambitieux projet de développement économique de cette région, non pas un projet "national", mais un projet "militaire", leur projet. En d'autres termes, ils se sont attribués cette zone comme leur

part du butin, et ils entendent bien le développer selon leurs propres intérêts, avec la collaboration de multinationales qui y sont bien installées et qui opèrent avec des noms "fantômes" derrière lesquels on peut reconnaître l'Inco, la compagnie Exxon, etc. La campagne de terreur dans le Quiché n'a pas d'autre fin que de forcer les Indigènes à fuir et à faire place nette.

Mais il y a aussi des motifs politiques à la présence militaire dans ces régions. L'Armée doit à tout prix se refaire une image, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En traitant ces paysans comme des guerrilleros en acte ou en devenir, les militaires veulent montrer qu'ils savent prendre la situation en main et qu'ils sont capables de sauver le pays de ce qu'ils appellent la "tragédie" du Nicaragua et du Salvador. Les multinationales ont besoin d'une telle garantie politique. Il n'en reste pas moins que la cote de popularité des militaires et de la police n'a jamais été aussi basse; comme en fait foi l'unanimité avec laquelle jeunes gens et parents dénoncent les méthodes inhumaines de recrutement, et comme le démontre à l'évidence cette campagne de publicité que l'Armée s'est vue obligée de faire, face à une opinion publique qui n'est pas dupe.

Une société fondamentalement injuste

Le Quiché n'est pas la seule région à connaître la violence et la répression: c'est toute la société guatémaltèque qui se construit sur l'injustice et qui, en conséquence, est victime de ce que Dom Helder Camara a appelé "la spirale de la violence".

— Un pays à majorité indigène et paysanne, où seulement 2% de la population possède 70% des terres.

— Un pays où l'agro-industrie, centrée sur le café, le coton et le sucre, réalise des gains d'autant plus spectaculaires que les prix internationaux de ces produits sont excellents et à la hausse, et que la main-d'œuvre des plantations reçoit un salaire misérable variant de un à deux dollars par jour, et ceci dans un pays où le coût de la vie rejoint sur bien des points et dépasse même celui du Canada (ex.: depuis dimanche le 17 février, l'essence coûte \$1.92 le gallon américain).

— Un pays où le nouveau Code du Travail diminue les rares droits reconnus aux travailleurs et tend à détruire les organisations syndicales.

— Un pays enfin où, selon les mots de l'actuel Vice-président de la République, l'énigmatique Villagram Kramer, "les partis politiques qui forment le gouvernement ne sont pas convaincus de mettre fin à la violence parce qu'ils en ont besoin pour défendre leurs intérêts". Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que la violence continue et prenne même de plus en plus d'ampleur. Pendant les dix premiers mois de l'an dernier, le redoutable "Escadron de la Muerte" a fait 3,252 victimes, comme l'a rappelé en janvier une lettre ouverte des Jésuites qui a fait beaucoup de bruit.

Comment se dessine l'avenir

Les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a pas à se surprendre si l'idée d'un renversement du régime actuel commence à faire son chemin. Pour ceux qui pensent en fonction du système en vigueur, il y a deux voies possibles. La première, conforme aux goûts des multinationales, souhaiterait l'arrivée au pouvoir d'un homme fort, plus précisément un ancien Président de la République, le Général Carlos Drano, qui alors qu'il n'était que chef de la zone militaire de l'Orient, avait éliminé les foyers de guérilla de la façon la plus brutale, dans les années '60. De fait, le personnage fait actuellement une certaine rentrée politique, dans le nouveau parti Central Autentico Nacional (CAN), qui n'a de nouveau que le nom. L'autre voie, dans la ligne de l'ambassade américaine, souhaiterait voir un groupe de jeunes militaires faire leur "révolution", avec l'appui de la Démocratie Chrétienne, et la participation possible de Villagram Kramer. Cependant, aucune de ces voies ne réussit à susciter de vrais espoirs chez le peuple, d'abord parce qu'il y a longtemps qu'on ne croit plus aux vieux partis (pour la première solution), et parce que l'expérience actuelle du Salvador, c'est-à-dire l'alliance de la Junte militaire et de la D.C., s'achemine vers une impasse (pour la deuxième solution).

C'est donc plutôt à un saut "qualitatif" que pensent des secteurs de plus en plus importants de la population. Des données positives tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays font espérer non seulement un changement de régime, mais un changement radical du système et l'émergence d'une nouvelle société. La solidarité internationale de nombreux groupes d'Europe et d'Amérique du Nord, notamment les prises de position d'Amnesty, apporte un appui très important, en même temps qu'elle provoque un agacement très visible chez les porte-parole du

gouvernement. La combativité des Indigènes, autrefois silencieux et soumis, est un autre élément très important, dont l'accident de l'ambassade d'Espagne n'est qu'un exemple. Il y a aussi un phénomène d'amplification de réseaux de solidarité à l'intérieur du Guatemala, comme par exemple le Comité d'Unité paysanne (CUC), le Comité national d'Unité Syndicale (CNUS), le Front Démocratique contre la Répression, etc. Il y a enfin l'appui et le rôle de ce que, en Amérique latine, on appelle l'Église populaire.

Dans le contexte de l'Amérique Centrale, ce dernier point prend une importance relativement grande. Il n'y a personne qui mettrait en doute, par exemple, l'influence des prises de positions de l'Archevêque de Managua et de ses confrères au Nicaragua, et de M^{gr} Romero au Salvador. Au Guatemala, l'impact des hiérarchies n'est sans doute pas aussi palpable. Le cas du Cardinal Casariego est bien connu. Il vient tout juste de mettre sur pied une commission de liturgie destinée à contrôler le contenu politique des homélies de ses curés! Quant à son auxiliaire, Martinez de Lejarza, très proche du gouvernement, il a publié en janvier, en tant que responsable de la commission épiscopale pour l'éducation chrétienne, un document qui ne manque pas d'être exploité par les secteurs dominants, et dans lequel il met la jeunesse en garde contre la violence que provoqueraient les secteurs en quête de libération.

Mais, à côté de ces aspects officiels, il y a de vastes secteurs de chrétiens ou évêques, prêtres, religieuses, laïcs, qui cherchent dans l'option préférentielle pour les pauvres la base doctrinale pour une praxis concrète de libération intégrale des secteurs exploités. Ainsi, face aux faussetés du gouvernement concernant les événements tragiques de l'ambassade d'Espagne, les agents de pastorale du Quiché, évêque en tête, déclaraient dans une prise de position publique qu'ils faisaient leurs plaintes et les requêtes des Indigènes Ixcles et Quiché. Or, l'évêque du Quiché, M^{gr} Girardi, est devenu le 15 février dernier le nouveau président de la Conférence Épiscopale du Guatemala. Tous ces facteurs sont autant de motifs de croire et espérer que la mort de Vicente Menchu et Gaspar Vivi, et leurs compagnons, est le prix d'une résurrection prochaine du noble peuple guatémaltèque.

MESSAGE

du Front Démocratique Contre la Répression

À nos frères chrétiens des pays développés:

Le Front Démocratique Contre la Répression, FDCR, salue fraternellement tous les chrétiens pleinement conscients de la pourriture de la structure d'oppression qui maintient au niveau transnational la dépendance, l'injustice et l'appauvrissement progressif des grandes masses du dit Tiers-Monde. Nous saluons tous les chrétiens qui se solidarisent à partir de leur foi, avec nos luttes pour une vraie liberté et une vraie justice pour tout le peuple du Guatemala et d'Amérique centrale en général.

Nous voulons vous exprimer notre gratitude pour votre solidarité et pour votre appui, ainsi que pour votre foi avec notre lutte afin de rendre possibles les changements historiques pour le bien de la grande majorité.

Nous savons que même quand la grande majorité de la structure officielle des Églises du Guatemala a gardé le silence, et qu'une partie "officielle" s'est carrément rangée du côté de ceux qui nous oppriment, nous sa-

vons que malgré cela, il y a des chrétiens qui, à partir de leur foi et de leur engagement avec les exploités, ont opté pour la voie périlleuse au côté du peuple à la suite de Jésus-Christ.

Malgré le fait que ni le Nicaragua, ni le El Salvador ont reçu un appui du Vatican alors qu'il aurait été si important; tout en sachant que le silence dans certaines conjonctures, est utilisé par les gouvernements répressifs pour calomnier, persécuter et assassiner les chrétiens qui se solidarisent avec le peuple, nous reconnaissons avec espérance qu'il existe une Église des pauvres, solidaire et fidèle aux options de Jésus dont nous savons qu'il est né pauvre au milieu des pauvres, et qu'il avait comme amis, sympathisants et disciples les larges secteurs exploités par l'Empire romain.

Nous sommes conscients que les chrétiens du Nicaragua, du El Salvador et du Guatemala luttent avec nous

pour que la vraie justice soit la base de la paix pour tous; ils sont persécutés comme nous et on les a calomniés pour justifier leur mort.

Nous avons eu des nouvelles du travail des chrétiens qui, en s'engageant activement dans les Comités de Solidarité, ont contribué à démasquer le gouvernement génocide de Lucas Garcia qui calomnie, torture, persécute et tue tous ceux qui osent se solidariser publiquement avec le FDCR.

Lutter pour défendre la vie

Nos luttes se sont aussi converties en une seule lutte. Une lutte pour la défense de la Vie, du Travail digne, de la Participation créatrice, de la libre Expression, de tous les Droits du peuple pour s'auto-défendre organiquement. Notre lutte est contre les criminels qui, en utilisant le pouvoir et en comptant sur de multiples ressources sur tous les plans, veulent nous éliminer tous, de la même façon qu'ils l'ont fait avec nos compagnons qui s'étaient réfugiés dans l'Ambassade d'Espagne et comme ils l'ont sauvagement fait avec notre compagnon Gregorio Yuja. Nous demandons à tous les chrétiens de travailler en profondeur pour articuler des formes efficaces, rapides et constantes afin d'appuyer l'auto-défense du peuple guatémaltèque. Nous demandons encore d'exercer, par tous les moyens une pression continue pour qu'une Commission d'Investigation connaisse les résultats du massacre de l'Ambassade d'Espagne. Que cette commission porte un jugement et le fasse connaître à l'échelle mondiale, ceci pour obliger le gouverne-

ment et son Armée répressive à cesser le génocide en retirant ses troupes du El Quiche.

Le rôle des vrais chrétiens

Même si plusieurs d'entre nous avons été indifférents face à une Église qui nous a délaissés depuis longtemps à cause de sa distance des classes exploitées et à cause de sa complicité avec les exploités, nous reconnaissons maintenant le rôle important qu'ont joué les vrais chrétiens dans la lutte de libération au Nicaragua et, selon les nouvelles qui nous arrivent, dans la lutte de libération du El Salvador. L'Évangile nous fait aussi voir le courage de Jésus-Christ, qui a démasqué l'injustice, l'hypocrisie et la perversité des puissants et des Grands Prêtres, responsables de la misère et de la souffrance du peuple. Cette attitude courageuse lui a coûté la vie.

Nous voulons que vous sachiez que chaque heure qui passe met un peu plus en danger la vie de nos compagnons paysans des communautés de Nebaj, Cotzal, Chajul et Uspantan, et que durant les présentes semaines, plusieurs de nos compagnons de San Mateo Ixtatan sont venus à la capitale pour dénoncer le vol, le pillage et la répression réalisés par un Américain de nationalité nicaraguayenne, qui est arrivé au Guatemala pour s'appropriier la terre à cet endroit. Nous espérons que nos compagnons qui sont venus à la capitale avec une pétition signée par plus de mille paysans de leur région ne vont pas vers le même sort que nos compagnons de l'Ambassade d'Espagne.

Notre lutte continue avec une conviction inébranlable. Nous continuerons de l'avant en dénonçant et en faisant valoir nos droits à la libre expression de pensée et à la vie, face à un régime qui s'est énormément discrédité aux yeux du peuple et qui s'est gagné la désapprobation des majorités en Amérique centrale et dans le monde entier.

Votre travail, votre voix pour dénoncer, et votre appui complet et concret sont plus importants et plus né-

cessaires que jamais. Cette conjoncture nous oblige à continuer la lutte pour être fidèles à la cause pour laquelle nos compagnons sont tombés et pour laquelle plusieurs autres sont persécutés et éliminés chaque jour.

Recevez un fraternel, solidaire et combatif salut de la part de tous les compagnons et de toutes les organisations unies en un seul corps à l'intérieur du Front Démocratique Contre la Répression. FDCR.

Guatemala, le 17 février 1980.

1^{er} mai, fête des travailleurs, farouchement réprimée au Guatemala

Suite aux manifestations du 1^{er} et 2^e mai, au moins trois membres du syndicat des travailleurs de Coca-Cola Guatemala ont été assassinés et un quatrième est disparu, présumément assassiné. Il s'agit de MM. Gomez, Rodriguez, Ricardo Garcia et d'un autre séquestré, Leiva. De plus, six étudiants ont été séquestrés et trouvés morts par la suite. On a aussi retrouvé douze cadavres non identifiés. Ces meurtres inqualifiables s'ajoutent aux milliers de disparitions et d'assassinats dont sont victimes les couches populaires du Guatemala depuis quelques années.

Ceux qui veulent apporter leur appui au peuple du Guatemala peuvent envoyer des lettres de protestation contre cette brutalité au gouvernement du Guatemala et à la Compagnie Coca-Cola du Guatemala.

LES ÉTUDIANTS CONTRE L'APARTHEID

Je veux qu'on me donne un fusil
Pour armer ma peine
Je veux qu'on me donne la parole
La fleur, l'amour infini
Et surtout
Faites que je n'entende plus
Les pleurs des enfants de Soweto

Nous reviendrons
Avec la clarté du jour
Comme un rêve immense
Comme un séisme
Qui brise la somnolence
De la terre

Et ils sont revenus par milliers, lycéens noirs et métis, au cap et à Kwa Mashu, et le mouvement s'étend dans toute l'Afrique du Sud. Ils organisent le boycottage de leurs cours avec le soutien de nombreux professeurs et parents. Ils dénoncent un système éducatif racial et discriminatoire basé sur la politique de l'apartheid.

Ces étudiants réclament l'abolition de ce système. Ce que nos journaux bourgeois ici appellent "troubles scolaires en Afrique du Sud" c'est la poursuite de la lutte de libération d'un des systèmes les plus honteux de violation des droits humains, l'apartheid, dont l'Afrique du Sud se fait le champion.

Nous reviendrons
Avec les menottes
Avec la colère de notre peuple
Et le poids de nos souffrances
Brisant la taille
De la nuit
Nous reviendrons
Dans la hauteur du matin
Hors des nuages
Et des vagues de la mer
Vêtus de lumière.

Poèmes tirés de: *Soweto, soleils fusillés*, par Paul Dakeyo.

RESSOURCES

S'informer pour agir

Que pouvons-nous faire comme geste de solidarité envers nos frères de l'Amérique latine ou de l'Afrique? Où s'adresser pour s'informer sur leur situation et leurs luttes?

Pour prolonger ce dossier, nous proposons aux lecteurs quelques références. Les différents comités de solidarité disposent de personnes ressource pour aider à organiser l'action.

NICARAGUA

Participons à la campagne de soutien

800,000 nicaraguayens veulent apprendre à lire et à écrire.

- Former 180,000 animateurs et les organiser en groupe d'intervention.
- Des milliers et des milliers de cahiers, crayons, gommes à effacer, ainsi que du matériel scolaire à fournir.
- Des moyens de transport à trouver.
- Des soins médicaux à prévoir, car dans certaines régions sévissent des épidémies de toutes sortes.

Tu peux faire parvenir ton \$2.00 au comité de solidarité Québec-Amérique latine (S.Q.A.L.). Cet argent servira à fabriquer des uniformes pour les 180,000 enseignants. Plusieurs organismes se sont déjà engagés dans cette campagne; mentionnons: Développement et Paix, C.E.Q., C.I.S.O., UNICEF, M.E.C.Q. (Mouvement étudiant chrétien du Québec), etc.

Adresse: Solidarité Québec-Amérique latine
356, rue Ontario
Montréal, Qué. H2X 1H8 *Téléphone:* 1-514-842-8459

ZIMBABWE

Pour une information plus éclairée

Un collectif est en voie d'organisation sous l'initiative de la Ligue des Droits et Libertés.

Son objectif vise à coordonner les projets d'information et les échanges Zimbabwe-Québec, en vue d'une concertation efficace, dans un cadre souple.

Ce collectif se propose comme projet prioritaire une campagne d'information, de mobilisation et de soutien concret au Zimbabwe, au début de l'automne.

Pour toute information et pour acheminer vos dons:

Adresse: Ligue des Droits et Libertés
a/s Pierre Doray
1825, rue Champlain
Montréal, Qué. H2L 2S9 *Téléphone:* 1-514-527-8551

GUATÉMALA SALVADOR

Actions de solidarité

Prendre contact avec le *Comité chrétien pour la défense des droits humains en Amérique latine* pour toute information ou préparation de gestes de solidarité.

Adresse: C.C. D.H.A.L.
4725 rue St-Denis, c.p. 115, station N
Montréal, Qué. H2J 2L5 *Téléphone:* 1-514-845-0511

AUTRES ORGANISMES D'INFORMATION

Développement et Paix
— ses animateurs régionaux
— son journal "Solidarité"
— son centre de documentation
Adresse: 2111, rue Centre
Montréal
932-5136

C.I.S.O. Comité Québec-Afrique
— publie deux journaux: "Solidarité
CISO" et "Panorama International"
Adresse: 1601, rue Delorimier
Montréal H2K 3W4
286-2121

S.U.C.O. Service universitaire canadien
outre-mer
— publie des dossiers de travail
Adresse: 4824, Côte des Neiges
Montréal, Qué.
735-4561

Carrefour international
— un catalogue de films et dossiers est
disponible sur demande
Adresse: 4258, Delorimier
Montréal, Qué. H2H 2B1
527-6611

Le Christ de l'histoire et de la foi

Situer Jésus dans l'histoire d'Israël, c'est le situer dans l'histoire religieuse et politique de son temps. C'est ainsi que l'on peut comprendre sa véritable mission. Le Christ de notre foi est d'abord un personnage historique qui a vécu des situations que l'on peut facilement retrouver aujourd'hui: le dossier qui précède nous en fournit l'occasion.

Le présent article fait suite au précédent (mars, n° 143) et est tiré d'un document du C.P.M.O.: Le Christ de l'histoire et de la foi.

6 — Jésus en conflit avec les puissants

Jésus
doit affronter
les
chefs religieux
de son peuple

Pour pouvoir ramener le peuple dans la ligne du message de l'Ancien Testament — message de libération et de partage — Jésus a dû tout d'abord affronter le pouvoir religieux de son temps. Ce pouvoir, depuis longtemps, interprétait à son profit la Loi de Dieu dont il était le gardien. C'est pourquoi Jésus n'hésita pas à dénoncer les chefs religieux du peuple qui, tels de mauvais bergers, ne prenaient pas soin de leur troupeau et s'étaient accaparé une grande partie des richesses du pays (la propriété des terres notamment, ainsi que de lourds impôts).

Jésus s'en prend donc à une structure religieuse qui étouffe et asservit l'homme au lieu de le libérer, de le faire vivre et grandir. Et, en même temps, ses paroles et ses gestes posent les bases d'une nouvelle "structure", si l'on peut dire, beaucoup plus proche de la vie qu'il veut servir. Jésus commence ainsi à se choisir des disciples qui, avec lui, iront répandre sa bonne nouvelle. Il les choisit parmi les gens très simples, et non parmi les grands et les puissants de son temps. Ce sont eux qui deviendront ses "témoins privilégiés" et les rassembleurs de la communauté des disciples de Jésus, après sa mort et sa résurrection.

**Jésus conteste
la société
de son temps**

Et pourtant, contrairement à ce que prétend aujourd'hui un certain discours chrétien, les paroles et les gestes de Jésus n'ont pas une signification uniquement "religieuse". Ou, plutôt, il importe de voir que le monde, au temps de Jésus, n'avait pas les distinctions très nettes que nous faisons aujourd'hui entre le religieux et le profane — entre le religieux et le politique, par exemple. L'illustration la plus saisissante de cela se trouve probablement dans le Temple de Jérusalem et dans ce qu'il signifiait au temps de Jésus. Nous avons souvent tendance à nous représenter le temple comme une cathédrale ou comme un lieu de pèlerinage (un peu comme l'Oratoire St-Joseph ou Ste-Anne-de-Beaupré). Et, de fait, le Temple jouait effectivement ce rôle. En s'en prenant au Temple, Jésus se trouvait ainsi à attaquer le centre même de la religion officielle de son temps.

Mais le Temple était beaucoup plus que cela. Il était également le siège du gouvernement traditionnel d'Israël et de la justice. Il exerçait plusieurs fonctions de nature éducative, administrative, économique, fiscale et commerciale. Si bien que, pour se représenter vraiment ce que signifiait pour les Juifs le Temple, au temps de Jésus, il faut imaginer une structure qui servirait à la fois de cathédrale et de centre de pèlerinage, de Parlement, de Palais de Justice, de Bourse, d'Université... À vrai dire, le plus important de la vie d'Israël, dans tous les domaines, y était

concentré. S'en prendre au Temple, c'était donc s'en prendre à la structure même de toute la société du temps.

Les adversaires de Jésus, eux, ne s'y sont pas trompés. En voyant Jésus parler et agir, ils ont fort bien compris quelle menace cet homme représentait pour eux et pour leur pouvoir. C'est pourquoi ils ont tout fait pour le liquider. Ils se sont même alliés avec le pouvoir romain — un pouvoir étranger que les Juifs, habituellement, haïssaient — pour faire disparaître Jésus.

Il faut dire que, d'une certaine manière, Jésus s'en était également pris à ce pouvoir romain. Non pas, sans doute, à la manière dont plusieurs le souhaitaient (et le faisaient) à l'époque, c'est-à-dire en levant une armée de résistance pour combattre l'occupation romaine. Tel était en particulier l'objectif des *Zélotes*, qui constituait une sorte de mouvement révolutionnaire armé, désireux de lutter par la force contre les Romains. Les *Zélotes* souhaitaient au fond rétablir la société d'Israël telle qu'elle existait avant d'être conquise par des puissances étrangères, telle qu'elle existait "idéalement" dans ses origines. En ce sens, le "projet révolutionnaire" des *Zélotes* avait quelque chose de nostalgique et de conservateur: il prônait un retour au passé, à la pureté de la religion juive des débuts (d'une manière qui n'est pas sans évoquer la révolution islamique qui a renversé le Chah d'Iran en 1979).

Ce n'est pas de cette manière que Jésus s'en prend à la domination romaine. (Et, d'un point de vue purement stratégique, on doit reconnaître que son intuition était assez réaliste. Quelques années seulement après la mort de Jésus, en effet, les Romains, qui étaient infiniment plus puissants, écrasèrent impitoyablement les derniers soubresauts de la guérilla zélote).

"Rendez à César,
ce qui est
à César
et à Dieu
ce qui est
à Dieu"

Et pourtant la contestation par Jésus du pouvoir romain était plus radicale encore que celle des *Zélotes*. Une petite phrase de Jésus — parmi celles qui ont été les plus mal comprises — le montre bien. Aux Juifs qui essayaient de le "coller", Jésus, un jour, répondit simplement: "Ren-

dez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu”. On a souvent interprété cette phrase dans le sens où Jésus aurait voulu nettement distinguer entre les questions religieuses et les questions politiques, en disant de ne pas mêler les deux: que les politiciens s’occupent de politique, et l’Église de religion... Les prêtres n’ont pas à se mêler de politique, et les gouvernements n’ont pas le droit de restreindre la liberté religieuse...

Si l’on creuse un peu la phrase de Jésus, on s’aperçoit pourtant que sa signification profonde est assez différente. César, un peu comme le pharaon d’Égypte, était non seulement un chef politique incontesté: c’était également celui en qui ses sujets voyaient un dieu à qui il fallait entièrement se soumettre. La phrase de Jésus vient dénoncer cette vision et cette prétention du pouvoir de César. César n’est pas un dieu. Ce n’est qu’un homme. Son pouvoir n’est pas divin mais humain. Il ne faut donc pas lui rendre ce qui n’appartient qu’à Dieu — c’est-à-dire une soumission et une obéissance radicales. Son pouvoir n’est pas divin: il peut donc être contesté et doit l’être s’il opprime l’homme.

À cause de cette phrase de Jésus, des milliers de chrétiens furent mis à mort dans l’Empire romain, parce qu’ils refusaient justement d’adorer César et de se soumettre aveuglément à son pouvoir, parce qu’ils contestaient au fond la prétention à l’absolu du pouvoir politique romain. (Le monde actuel est certes différent, dans la mesure où le pouvoir politique n’exige plus qu’on l’“adore” au sens strict... On peut cependant se demander si certaines de ses prétentions ne sont pas aussi “orgueilleuses”. Pensons par exemple au droit que s’arroge l’État de fichier les citoyens, de faire ouvrir le courrier par la police ou de s’adonner à l’écoute électronique...).

Ce faisant, et petit à petit, les bases religieuses du pouvoir de l’Empire romain ont été remises en question et détruites. En ce sens, on voit facilement toute la portée politique d’une phrase comme celle-là.

Mais il y a plus. Cette phrase, ce n’est pas directement à César que Jésus l’adressa mais aux leaders religieux

de son propre peuple. “Rendez à Dieu ce qui est à Dieu...” En entendant ces mots, les Juifs — qui connaissaient fort bien la Bible — ne pouvaient pas ne pas comprendre l’allusion de Jésus. Selon la Bible, en effet, c’est d’abord et avant tout le peuple d’Israël qui est “à Dieu”, qui est le peuple que Dieu s’est choisi entre tous et dont il veut prendre un soin jaloux — comme un maître qui a une vigne et qui l’entoure de soins. Ce peuple, il en a confié la garde à des chefs, à des leaders, pour que ceux-ci en prennent soin comme des vignerons prennent soin d’une vigne qu’on leur a confiée. Mais ces chefs n’ont pas bien joué leur rôle. Ils se sont appropriés pour eux-mêmes la vigne que Dieu leur avait confiée.

Rendez à Dieu ce qui est à Dieu! clame Jésus à ces mauvais vignerons — c’est-à-dire, au fond, rendez au peuple sa liberté et son indépendance, cessez de l’opprimer et de vous engraisser à ses dépens. On le voit ici encore: cette phrase avait une signification politique explosive. Elle mettait directement en cause le pouvoir des chefs traditionnels d’Israël aussi bien que le pouvoir impérialiste de l’occupation romaine. Cela, de fait, plusieurs le comprirent fort bien et ne le pardonnèrent pas à Jésus...

7 — Jésus: de la mort à la résurrection

On comprend qu’avec une attitude comme la sienne, Jésus ne se soit pas fait beaucoup d’amis parmi les puissants de son temps. On comprend que ceux-ci aient tout fait pour l’empêcher de parler et de répandre son message — jusqu’à le faire disparaître physiquement, comme un criminel, en le crucifiant.

Mais voilà que, peu de temps après cette exécution brutale, ceux qui avaient été les disciples les plus proches de Jésus font une expérience bouleversante: Jésus est vivant! Dieu l’a ressuscité d’entre les morts! Pour comprendre un peu toute la portée de ce bouleversement des disciples, il faut se remettre à l’esprit ce qu’étaient la foi et l’espérance du peuple juif.

les Grecs, il allait de soi que l'âme survivait après la mort et que seul le corps périssait pour toujours. Pour les Juifs, il en allait tout autrement. Le destin de l'homme, pour eux, était la mort totale. Seul Dieu dans sa bonté pouvait changer cela en ramenant les hommes à la vie — non seulement dans leur âme mais aussi dans leur corps (ce que les Grecs avaient beaucoup de mal à accepter...).

On comprend dès lors la conclusion tirée par les disciples de Jésus quand ceux-ci font la bouleversante expérience de le voir vivant après sa mort: si Jésus est vivant, lui qui était mort, c'est que Dieu l'a ressuscité des morts. Et si Dieu a ressuscité Jésus des morts, c'est que son règne est arrivé ou qu'il est tout proche... Et ça veut dire que les autres morts vont bientôt ressusciter... Jésus, pendant sa vie, avait annoncé que le Règne de Dieu était proche... Et voilà que ses paroles semblent confirmées par Dieu lui-même!

Après sa résurrection, Jésus ne demeura pas longtemps parmi ses disciples. Ou, plutôt, il leur rappela ce qu'il leur avait dit déjà avant sa mort: qu'il resterait toujours au milieu d'eux, mais d'une manière différente, qu'ils auraient encore à découvrir... Et qu'il reviendrait les prendre avec lui dans son royaume...

Les premières communautés de disciples de Jésus attendirent effectivement avec impatience ce retour annoncé de Jésus dans lequel ils voyaient l'établissement définitif du règne de Dieu. Mais les années passaient et ce retour ne se produisait pas... C'est pourquoi les premiers chrétiens durent, assez tôt, repenser de nouveau leur foi: peut-être, de fait, Jésus ne reviendrait-il pas aussi vite que l'on pensait... Peut-être, alors était-il important de vivre, en attendant, en préparant ce retour selon les enseignements de Jésus au cours de sa vie... Et c'est ainsi, entre autres choses, que l'on commença à ramasser des morceaux de la vie de Jésus, à en faire des recueils, des Évangiles...

(à suivre)

Le transfert d'entreprise ou comment briser un syndicat

Le 10 juillet 1978, les travailleurs des Breuvages Lucien Larivée, syndiqués à la C.S.N., déclenchaient une grève. Pourquoi?

Le patron refusait de négocier sérieusement les conditions de travail et de salaires avec le syndicat. Les travailleurs visaient la parité avec le Saguenay. Et Larivée voulait casser ce pattern et s'aligner sur Seven-Up à St-Hyacinthe. Entre temps, l'entreprise Larivée ferme ses portes, tactique patronale bien connue. Une nouvelle compagnie, Maska St-Laurent, prend la relève et assure la distribution en signant des conventions individuelles (pratiquement des contrats à forfait), avec chaque livreur. Ce qui, en même temps, oblige le syndicat des Entreprises Larivée à demander un transfert d'accréditation en vertu de l'article 36 du code du travail. Les négociations juridiques nuisent considérablement au boycottage des produits Pepsi et O'Keefe qui réussissaient à faire mal à Pepsi.

Ce conflit se compare bien à celui des syndiqués d'Uniroyal quand on essaie de saisir sa complexité et ses enjeux fondamentaux. Laissons la parole aux travailleurs en grève qui nous expliquent le conflit et attendent expressément notre appui.

19 mois en grève

Q. — Votre grève dure depuis le 10 juillet 1978. Qu'est-ce qui s'est passé?

R. — Avec le patron, il n'y a eu que deux séances de négociation: une d'une heure, l'autre d'une demi-heure. Il n'est rien sorti de là. Nous avons rencontré deux fois le représentant du Ministère du Travail pour le trans-

fert de l'accréditation selon l'article 36 du code du Travail. Depuis le 7 novembre 1979, nous attendons qu'il rende sa décision.

Q. — Vous autres, comme grévistes, qu'est-ce que vous avez fait?

R. — Pendant huit mois, nous avons piqueté 24 heures par jour. À vingt

gars, il faut le faire! En plus nous sommes allés rencontrer des syndicats pour expliquer notre conflit et demander le boycottage de Pepsi et O'Keefe à Drummondville, Victoriaville, Granby, St-Jean, Valleyfield, Sorel, Montréal et Québec. Nous avons distribué 25,000 tracts et collants pour le boycottage.

Q. — *Dans votre situation, y a-t-il des moyens efficaces pour vous défendre?*

R. — Dans les autres villes, nous avons eu des interviews à la radio et des articles dans les journaux. Le boycottage a fait mal à Pepsi-Cola et O'Keefe: il y a des gros distributeurs qui ont fait des déclarations pour dire qu'ils n'avaient rien à voir dans le conflit. Les Teamsters sont venus nous voir pour arrêter le boycottage. Ceux qui ont le plus embarqué ce sont des étudiants de l'Université de Montréal et du Cegep Maisonneuve: ils ont arrêté d'acheter de la bière O'Keefe pour leurs partys.

Q. — *Quelle est votre situation actuellement?*

R. — Il reste neuf gars sans travail et nous sommes cinq à continuer le piquetage chaque jour. Nous ne recevons que nos allocations de grève et de location de l'autobus. Ce n'est pas assez pour vivre.

Depuis un an, il n'est rentré que \$350 de soutien de la part de groupes de travailleurs. Sans soutien financier, ce ne sera pas possible de tenir. Nous avons été faire du piquetage avec les syndicats en grève, mais personne n'est venu piqueter avec nous...

L'entreprise Larivée

Q. — *On dit que c'est votre grève qui a amené la fermeture des Breuvages Lucien Larivée...*

R. — Au moment où nous sommes entrés à la C.S.N., en 1973, il y avait 11 camions sur la route. Au moment de la grève, les 6 camions qui restaient vendaient une fois et demi ce qui se vendait avant. Yvan Larivée voulait réduire encore: un seul homme par camion. Il compétitionnait Seven Up assez pour le faire tomber. La liqueur payait plus que la bière! Il nous a dit qu'il avait l'argent pour nous payer ce qu'on demandait, mais qu'il ne nous le donnerait jamais.

Q. — *Comment expliquez-vous son attitude?*

R. — Il voulait casser le syndicat. Il n'a jamais accepté que ses travailleurs puissent le réprimander quand il faisait des niaiserries. Il y avait aussi le clan de la ville à qui il voulait montrer qu'il avait une main ferme avec ses employés.

Dans l'usine, on manquait souvent de matériel: combien de fois on a manqué de bouteilles! Si une pièce d'équipement se brisait, c'est nous autres qui devons la faire remplacer. Sans les gars, cette entreprise-là serait à terre depuis longtemps.

Il y a aussi Jolicoeur, son négociateur, qui ne voulait pas casser son "pattern": il négociait d'abord à Granby puis à Sherbrooke et à Drummondville pour que nous autres, les derniers à négocier, on soit obligé

d'accepter la même chose. À Trois-Rivières et à Chicoutimi ils l'ont renvoyé parce que, à chaque fois, ça aboutissait à un conflit.

Q. — *Larivée voulait casser le syndicat?*

R. — La preuve, c'est qu'il nous a offert de nous payer un avocat pour nous débarrasser de la C.S.N. Aux officiers du syndicat, il a offert des jobs à \$25,000 par année pour mettre fin à la grève. Ce qu'il ne savait pas, c'est qu'on était plusieurs à écouter sur la ligne quand il a appelé le président pour lui offrir ça...

Des enjeux importants

Q. — *Votre lutte se fait maintenant avec une nouvelle compagnie?*

R. — Oui, c'est Maska St-Laurent. Mais on est presque certains que c'est encore à Yvan Larivée. Quand nous venons piqueter, nous surprenons souvent le branle-bas chez Larivée: il est souvent avec ses anciens cadres qui sont passés à la nouvelle compagnie et il va souvent dans les bureaux de la nouvelle compagnie. Comme les noms des propriétaires sont secrets, c'est dur à prouver, mais nous autres on est presque certains.

Q. — *La vente de l'entreprise, ce serait un coup monté?*

R. — Pas seulement d'Yvan Larivée. Il y a aussi Pepsi Cola qui a retardé le renouvellement de franchise: ils ne sont pas intéressés à avoir un syndicat dans la réorganisation qu'ils pré-

parent. Ils veulent faire une usine centrale pour fabriquer le Pepsi à meilleur prix et concurrencer le Coca-Cola. Dans les usines comme à St-Hyacinthe on n'embouteillerait que les autres marques. C'est un jeu qui se fait sans qu'on puisse savoir ce qui se passe.

Q. — *Qu'est-ce qui est important dans votre lutte?*

R. — Nous pensons qu'il faut tenir pour créer un précédent, établir une jurisprudence sur le transfert d'entreprises. On se bat pour nos jobs, mais aussi pour l'ensemble des travailleurs.

Appel à notre solidarité

Q. — *À ce stade-ci, qu'est-ce qu'on peut faire pour vous aider?*

R. — Faire connaître le conflit, en parler qu'on est encore en grève. Les boycottages ont fait mal aux compagnies. Il faudrait que le monde le sache qu'on continue. Ce n'est pas le Courrier de St-Hyacinthe (journal local), qui va nous aider: ils n'ont publié aucun de nos communiqués.

Il y a aussi l'*argent*. À ce moment-ci, l'allocation aux grévistes ne suffit plus: nous avons mangé nos économies. *Nous avons besoin d'un support concret.*

Conseil Central Richelieu-Yamaska
2425 rue Dessales
St-Hyacinthe, Qué.
Tél.: (514) 774-5363 et 5364

Les enjeux d'une grève

La lutte des travailleurs de Pepsi à St-Hyacinthe est d'autant plus importante qu'elle est significative de la situation de nombre de travailleurs. Derrière cette grève d'un petit syndicat dans un petit centre urbain qui a abouti à une "fermeture" d'entreprise, se joue toute la restructuration du capital aux dépens des travailleurs et avec la complicité de l'État et de ses lois.

Les compagnies de distribution de boissons gazeuses se livrent une concurrence effrénée, s'achètent mutuellement et s'organisent pour n'avoir plus affaire à des travailleurs organisés en syndicat: les "runs" sont données à des "jobbers". Chaque vendeur doit entretenir son camion, engager son aide, supporter le crédit s'il en fait, moyennant quoi il reçoit un montant pour chaque caisse vendue: il devient un petit entrepreneur. Et il y a bien peu de chance que cela signifie pour lui de meilleures conditions de travail... c'est une variante du salaire au rendement!

Depuis six mois, les gars de Pepsi attendent un jugement qui précisera peut-être qui est leur patron. Une telle attente après deux ans de grève est-elle signe de Justice? Des lois et un appareil bureaucratique qui permettent aux propriétaires de la compagnie scab qui distribue le produit Pepsi dans la région de se cacher derrière l'anonymat de leur incorporation, c'est la justice de qui? Reste-t-il des moyens "civilisés" à ceux qui se font voler ainsi leur gagne-pain?

Tout cela est difficile à prouver juridiquement, mais les indices sont trop nombreux pour qu'on ne soupçonne ce qui se passe réellement. Seule la solidarité concrète des travailleurs permettra de venir à bout d'une machine si bien huilée pour les démolir.

Le Conseil Central Richelieu-Yamaska a décidé à son Congrès de la fin mars de relancer la solidarité ouvrière dans la région par une contribution spéciale et une campagne de publicité. Déjà un groupe de militants tente d'informer la population par des tracts puisque les media ont fermé leurs colonnes. La tâche est grande mais les enjeux appellent un regain d'espérance.

René LACHAPPELLE

Recensions

Paulo FREIRE. *Pédagogie des opprimés* (suivi de) *Conscientisation et Révolution*. Maspero, 1980. (Agence du livre français, 1249 ouest, rue Bernard, Montréal).

Pour comprendre les événements qui se déroulent actuellement en Amérique latine, la lutte des opprimés pour leur propre libération, on ne peut passer sous silence la pensée et l'action d'un homme comme Paulo Freire. Né en 1921 dans le Nordeste (Brésil), Paulo Freire commence à travailler sa méthode d'alphabétisation (dite de conscientisation) dès 1947, pour arriver à une première mise en forme en 1961. Elle fut alors expérimentée et appliquée à partir de 1962, dans la région la plus pauvre du Brésil, le Nordeste, qui comptait alors 15 millions d'analphabètes sur 25 millions d'habitants.

Deux mille "Cercles de culture" furent ainsi créés, auxquels participèrent près de deux millions d'hommes et de femmes analphabètes. Soulignons que ce travail s'inscrivait dans un mouvement de mobilisation plus large: le "Mouvement d'éducation de base", soutenu par l'épiscopat brésilien. Du Brésil au Chili, la pédagogie de Paulo Freire s'est répandue dans les pays d'Amérique latine, et même au-delà du continent.

Pour Paulo Freire, l'alphabétisation conscientisatrice est une éducation à la liberté en passant par le développement de la conscience critique. Ce n'est pas elle qui

peut mener le peuple à des "fanatismes destructeurs". Au contraire, la conscientisation, qui lui permet de s'insérer dans le processus historique en tant que sujet, lui évite les fanatismes et le met en marche vers son accomplissement.

"Si la prise de conscience ouvre la voie à l'expression des insatisfactions sociales, c'est parce que celles-ci sont des composantes réelles d'une situation d'oppression" (Préface à *L'éducation: pratique de la liberté*).

La méthode d'éducation populaire de Paulo Freire fait actuellement l'enjeu de multiples confrontations, même chez-nous. Lui-même l'avait prévu dans l'avant-propos: "Le présent essai provoquera sans doute des réactions sectaires. ... C'est pourquoi cet essai, avec toutes les déficiences d'un travail de recherche, est un ouvrage pour des hommes radicaux. Des chrétiens ou des marxistes, même en désaccord partiel ou total avec nos opinions, iront certainement jusqu'au bout de ces pages. Au contraire, dans la mesure où, de façon sectaire, certains adoptent des attitudes fermées, "irrationnelles", ils rejeteront le dialogue que nous cherchons à créer par ce livre." (page 15).

P.-E. C.

Victor-Marie Villeneuve, o.m.i. Essai biographique par Laurent TREMBLAY. Éditions Rayonnement, 460, 1^{re} Rue, Richelieu, Qué. J3L 4B5 (\$4.00)

Ceux qui ont connu le Père Victor Villeneuve, comme éducateur ou aumônier national de la J.O.C., seront heureux de lire cette trop courte biographie d'un homme qui a marqué sa génération. De 1939 à 1954, Victor Villeneuve, grand admirateur du fondateur de la J.O.C., Joseph Cardijn, a soutenu par son amour des ouvriers l'expansion prodigieuse de l'Action catholique ouvrière en Amérique. Éducateur né, il a formé des dirigeants venus de la classe ouvrière qui ont, par la suite, fait leur marque dans le mouvement ouvrier.

La revue *Vie Ouvrière* perd en lui son

fondateur. En 1951, le Père Villeneuve mit sur pied une "modeste revue" dans le but "d'étudier sous tous ses aspects le problème ouvrier". Il était conscient que "le problème ouvrier est devenu d'une telle importance pour l'avenir de l'Église et du monde" qu'il ne pouvait concevoir que les prêtres et les chrétiens s'en désintéressent. (cf. *L'Action catholique ouvrière* (Vie Ouvrière) 1951, vol. 1, page 1). Au nom des lecteurs de *Vie Ouvrière*, je veux dire merci au Père Villeneuve, en ce 30^e anniversaire de la revue, pour sa vision prophétique.

Paul-Émile Charland



SIÈGE SOCIAL: 625 Deslauriers, St-Laurent 336-7070

MONTREAL: 5940 Papineau 273-8861
6270 ouest St-Jacques West 489-8221
9061 boul. Pie IX Blvd. 325-0562

POINTE-CLAIRE: Centre d'Achats Fairview 694-3310
Fairview Shopping Centre 336-7840

ST-LAURENT: 3703 Côte-Vertu 336-7840

LAVAL: 1090 boul. Labelle Blvd. (Chomedey) 688-3751
1179 des Laurentides, Vimont

LONGUEUIL: 405 ouest Curé-Poirier West 677-9136

P.A.T.: 11675 est Notre-Dame East 645-9261

GREENFIELD PARK: 900 boul. Taschereau 656-7180

VITRERIE
GUY LEBEAU LTÉE: 8120 Alfred, Ville d'Anjou 354-7550

G. Lebeau Ltée



F-X. DROLET INC.

*Ascenseurs
matériaux d'aqueduc et d'égout
mécanique industrielle*

Québec: 245 rue Du Pont (C.P. 178, Limoilou)
Montréal-Nord: 10094 rue Massé

Tél.: 522-5262
Tél.: 326-9530

LAMARRE, CATY & BERNARDIN LTÉE

Courtiers d'Assurances

Suite 400, 3, Place Ville-Marie
Montréal, Québec H3B 2E5
(514) 861-2661

S O M M A I R E

Les chrétiens et les luttes de libération

NICARAGUA

L'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau

Foi et processus révolutionnaire au Nicaragua

ZIMBABWE

L'indépendance du Zimbabwe, une responsabilité de chacun de nous

L'Église dans la libération du Zimbabwe

SALVADOR

El Salvador, ou le calvaire d'un peuple

La répression religieuse au El Salvador

GUATEMALA

Le prix de l'espérance

Message du Front démocratique contre la répression
